Le Réseau des Cadres Territoriaux de l'Action Sociale présente

47ES RENCONTRES DE L'ACTAS

Les Actes

Fragilités, vulnérabilités, dépendances : prévenir et agir

12>14
JUIN 2024
La Teste de Buch

www.actas-asso.fr

actas
ASSOCIATION DES CADRES TERRITORIAUX DE L'ACTION SOCIALE

VILLE DE LA TESTE DE BUCH

Les Actes
SOMMAIRE



Pascale MASSIOT
Directeur éditorial chez Pop'média
Animateur de rencontres publiques

Économiste de formation, Pascal Massiot se dirige dès les années 2000 vers le journalisme (presse écrite, audiovisuel). Il s'engage dès 2002 dans les réseaux de l'économie sociale et solidaire à Nantes en tant que membre du bureau des Ecossolies. Co-fondeur en 2021 à Nantes de Pop'média, média en ligne (podcasts d'utilité sociale, ateliers éducation aux médias et à l'information, production d'œuvres sonores…).

13 JUIN JEUDI

10 **ALLOCUTIONS D'OUVERTURE**
- **Brigitte GRONDONA**
  2e adjointe Vice-Présidente du CCAS
- **Isabelle VATINEL**
  Présidente de l'ACTAS

16 **CONFERENCE PLÉNIÈRE**
Le rôle des collectivités territoriales en charge de l'action sociale face aux situations de fragilités, vulnérabilités et dépendances ; L'adaptation de leurs politiques publiques pour répondre aux attentes et besoins de la population
- **Luc BROUSSY**
  Président de France Silver Eco
  DG Planète Grise

20 **TABLE RONDE**
Identifier et accompagner les nouvelles formes de fragilités
- **Louis MAURIN**
  Observatoire des Inégalités
  Directeur Co-fondateur
- **Claudine PEZERIL**
  Association Les Locaux-Moteurs
  Directrice et fondatrice
- **Alaine HANEUSE**
  Secours populaire français
  Fédération de la Gironde
  Référent projet culture santé et animation campagnes de solidarité

28 **ATELIER DE RÉFLEXION COLLECTIVE**
La perte d'autonomie, un enjeu d'innovation pour l'action sociale ?
- **Nadia LAPORTE-PHOEUN**
  Directrice de l'Autonomie et de la MDPH au Conseil départemental de l'Essonne, et animatrice de la e-communauté Autonomie du CNFPT - Ancienne directrice de la Protection de la santé et de l'autonomie (DPSA) à l'ARS Nouvelle-Aquitaine

32 **UNE NOUVELLE CONVENTION ENTRE L'UNCCAS ET L'ACTAS**

34 **REMISE DES AMIS**

14 JUIN VENDREDI

42 **TABLE RONDE**
Repérer et intervenir sur les VIF, de l'intérêt d'une réponse coordonnée
- **Marie GERVAIS**
  Autrice et intervenante sur les violences faites aux femmes
- **Blandine GAUTIER**
  Psychologue clinicienne spécialisée adolescence et psychotraumatologie (Point Écoute / Maison de l'Adolescent), Membre du Réseau VIF Champigny-sur-Marne
- **Sonia BENBELAID**
  Majore de Gendarmerie, Commandant la M2PF 33

52 **CLÔTURE DES RENCONTRES**
- **Isabelle VATINEL**
  Présidente de l'ACTAS

54 **RETOUR EN IMAGE**
Merci à nos partenaires et exposants

CONCEPTION ET RÉALISATION : Détone - www.detone.fr
CRÉDITS PHOTOS : Romain Jacquot - www.romainjacquot.com
Juillet 2024



ET SI ON RELEVAIT ENSEMBLE LES GRANDS ENJEUX DE VOTRE TERRITOIRE

UpCoop conçoit et déploie des solutions qui permettent à l'action publique de gagner en efficacité et visibilité. Elles renforcent l'engagement de vos agents tout en leur donnant les moyens d'agir pour toutes les populations.

SOLUTIONS POLITIQUES RH

Pour vous permettre de **développer votre attractivité, de construire et valoriser votre politique RH** au bénéfice de vos agents et de votre collectivité, tout en participant activement au **dynamisme de vos territoires.**



Up déjeuner



Up chèque domicile



Up one



Up chèque de services



Up cohésia



klaro

SOLUTIONS POLITIQUES PUBLIQUES

Pour vous aider à déployer vos **politiques publiques sur vos territoires, grâce à des monnaies intelligentes** qui répondent à vos enjeux : soutien aux plus fragiles, prévention santé, jeunesse, insertion, relance économique, transition écologique, situations d'urgence…



Up cohésia



Up epass



Up chèque de services



Up chèque lire



Up chèque culture



Up chèque domicile



Up cadhoc

Crédit Photo : Getty Images

Découvrez toutes les solutions de UpCoop, coopérative et entreprise à mission française sur **up.coop**

Up Coop

RETOUR EN IMAGES








28 - Cécile COLONNA


Marie GERVAIS
Sonia BENBELAID


LA TESTE DE BUCH











Les adhérents de l'ACTAS s'offrent une belle prise de hauteur sur la dune du Pilat avant de donner le coup d'envoi des 47es rencontres.





ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

RETROUVEZ LA CONFÉRENCE EN PODCAST

Brigitte GRONDONA —
2e adjointe
Vice-Présidente CCAS
de La Teste-de-Buch

Madame la Présidente, Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs les participants aux 47es rencontres de l'ACTAS, je vous salue tous et, au nom de Monsieur le Maire, absent aujourd'hui, vous souhaite la bienvenue au Parc des expositions de la ville.

Je remercie Madame Isabelle VATINEL, Présidente de l'ACTAS, et son conseil d'administration, pour avoir choisi notre ville pour cet événement. Un merci chaleureux également aux équipes du CCAS et à la municipalité de La Teste de Buch pour leur soutien dans cette organisation. Monsieur le Maire a trouvé que le Parc des expositions était le lieu idéal pour aborder le thème de la solidarité.

En 2020, plus d'un million de masques en tissu ont été fabriqués et distribués ici même, et en été 2022, durant les incendies, ce bâtiment a accueilli plus de 20 000 personnes en onze jours. Les services de la Protection civile et de la Croix-Rouge, les professionnels de santé, les agents municipaux, les élus, et 200 bénévoles ont répondu présents. Plus de 600 foyers ont offert un hébergement temporaire aux familles affectées.

Je souhaite également saluer nos amis d'outre-mer présents aujourd'hui. Nous sommes conscients des défis auxquels ils font face, notamment à Mayotte et en Nouvelle-Calédonie. Je tiens aussi à souligner l'engagement remarquable de tous pour le bien-être de nos concitoyens, où qu'ils se trouvent sur le territoire.

Les thèmes de cette rencontre – fragilité, vulnérabilité, dépendance, prévention et action – résonnent avec nous tous, notamment nous les élus, confrontés aux fragilités quotidiennes de nos habitants. Le programme de ces deux jours, incluant conférences, tables rondes et échanges, est ambitieux mais à la hauteur des défis ren-

contrés.
Nous avons le plaisir d'accueillir M. Luc Broussy de la Silver économie qui introduira vos rencontres. Notre partenariat avec le SSIAD vise à créer un service d'autonomie à domicile, répondant aux besoins des bénéficiaires. Ce service verra le jour en 2026. Le CCAS gère une résidence Autonomie proposant des projets innovants, dont un accès numérique et un restaurant ouvert aux résidents locaux depuis cette année.
Nous discuterons également des nouvelles formes de fragilités sociales et économiques exacerbées par la crise sanitaire, économique et environnementale. Notre ville, engagée et attentive à tous ses administrés, propose divers services dont une des plus dynamiques épiceries sociales de Nouvelle-Aquitaine, en partenariat avec le département de la Gironde pour l'accompagnement des allocataires du RSA.
Malgré notre situation privilégiée, la domiciliation des personnes sans domicile fixe reste un défi majeur. En 2023, nous avons eu jusqu'à 175 personnes domiciliées à La Teste. Plus de 1300 personnes sont inscrites au système national pour accéder à un logement social, un challenge quotidien en raison du faible taux de rotation des logements.
Je tiens à remercier tous les agents pour leur dévouement à l'accès aux droits et à la lutte contre le non-recours. La vulnérabilité sera spécifiquement abordée lors d'une table ronde sur les violences intrafamiliales.
Je vous souhaite d'excellentes rencontres et un fructueux congrès à La Teste de Buch.

> … En été 2022, durant les incendies, ce bâtiment a accueilli plus de 20 000 personnes en onze jours.





ALLOCUTIONS D'OUVERTURE

RETROUVEZ LA CONFÉRENCE EN PODCAST

Isabelle VATINEL
Présidente de l'ACTAS

Madame GRONDONA, vice présidente du CCAS
Mesdames Messieurs les élu(e)s
Cher Laurent, « couteau suisse de La Teste de Buch » et son équipe
Chers collègues, Actassiennes, Actassiens (d'ici et d'ailleurs car nous avons toujours autant de plaisir à accueillir nos collègues ultramarins fidèles et qui, comme chaque année vont nous permettre d'enrichir nos débats et de maintenir notre nécessaire humilité et notre cohésion associative)
Chers partenaires, chers exposants
Bonjour à toutes et tous.

Voilà… Nous y sommes et je ne cache pas mon plaisir de vous retrouver cette année dans cette belle région touristique et SOLIDAIRE.
Le choix de venir à La Teste de Buch s'est fait tout naturellement pour nous. En effet, les épreuves auxquelles vous avez été confrontés sur ce territoire en 2022 lors de ces terribles incendies, et l'après que vous avez maintenant à gérer ont fait sens pour l'ACTAS. Cet espace bien sûr, le PEX (comme vous l'appelez) est le lieu où tous les aidés et les aidants ont pu se croiser, se soutenir, se poser, cette symbolique est importante pour nous, c'est pour tout cela que nous avons voulu vous témoigner notre soutien et vous accompagner aussi modestement que cela peut être en étant ici pendant ces 3 jours afin de découvrir et redécouvrir ces paysages et ces habitants ;
Madame la Vice-présidente (je vous demande de renouveler une nouvelle fois mes remerciements à Monsieur le Maire), votre engagement et votre complémentarité auprès de Laurent au sein du CCAS n'est pas un vain mot, ce dernier m'a fait part de votre collaboration active sur les sujets de l'isolement *via* MONA LISA notamment et sur votre présence quotidienne auprès des

équipes, que je remercie par ailleurs aujourd'hui d'être là pour nous, où durant les événements de 2022 vous n'avez pas hésité à être une des première sur le front pour accueillir les sinistrés et gérer au mieux leur prise en charge ici dans ce PEX. L'élan de solidarité des habitants de La Teste de Buch a été exemplaire, plus de 600 possibilités d'hébergement chez des particuliers ont pu être offertes et vous avez été la cheffe d'orchestre de ces relogements.

Laurent CACCIATORE, Directeur du CCAS, que je remercie chaleureusement pour son accueil et son engagement au sein de l'ACTAS, était venu à ma demande en 2022, exposer lors d'un ACTAS meeting, sur le site gallo-romain de Saint-Romain-en-Gal, la situation de crise à laquelle vous avez été confronté.
Cette présentation avait retenu toute l'attention de l'auditoire et mis en avant les capacités du service public , collectivités territoriales, CCAS, à gérer l'urgence et les crises. Les valeurs qui nous animent sont celles de la RESPONSABILITÉ, LA COOPÉRATION et LA SOLIDARITÉ. Ces valeurs sont exacerbées dans les moments de crises, qui ces dernières années ne nous ont pas épargnés et nous pouvons, nous devons, collectivement être fiers de les porter.
Depuis l''an passé à CHERBOURG-EN-COTENTIN, où vous m'avez fait l'honneur de me désigner Présidente de notre belle association...
J'ai pour ma part, avec l'aide efficace, fidèle et rigoureuse du bureau et du CA, pu prendre la mesure de ma responsabilité. Ma charge de travail au sein de ma collectivité, comme la votre, est hardue et intense, et le temps que je peux allouer à ma mission bénévole au sein de l'ACTAS est dévolu à l'engagement que j'ai pris devant vous l'an passé : assurer la transition et la transmission en relançant notamment des partenariats qui nous sont indispensables, tant sur le volet financier pour permettre ces rencontres, mais aussi afin d'assurer le développent continu de notre association portée actuellement par Nicolas LEAUTAUD, que je remercie pour son implication, son professionnalisme et pour ce qu'il est tout simplement.
Ces partenariats sont anciens pour certains, d'autres sont récents ou reprennent. J'ai à cœur de pouvoir installer dans le temps ces coopérations et surtout de les contractualiser pour qu'elles puissent perdurer au-delà de ma personne. L'UNCCAS a tout de suite répondu présent à cette démarche, c'est pourquoi nous pourrons cet après-midi signer notre convention de réciprocité. Le CNFPT aussi est aujourd'hui un partenaire important pour notre développement, nous avons pu participer cette année à 2 journées d'étude organisées par leurs soins, la première sur le LIVRE BLANC du travail social et la seconde sur LA TRANSITION ÉCOLOGIE ET LE TRAVAIL SOCIAL, je remercie Emmanuelle et Maxime pour leur présence à ces journées de formation.
Tous ces échanges, ces participations, ces témoignages, nous permettent d'être visibles et utiles à l'échelle des territoires pour vous, chers collègues mais aussi et surtout pour nos concitoyens. Pour cela, je compte sur chacune et chacun d'entre vous pour nous rejoindre activement et partager vos expertises, vos idées et vos projets.

L'an passé nos travaux abordaient « *la croisées des chemins entre le social et la santé* »... Il nous faut rester vigilant sur ce sujet, comme cela a pu être évoqué dans une des dernières revues ASH afin notamment de ne pas nous soustraire à l'accompagnement social des plus fragiles au détriment du cadre imposé par les hautes autorités de santé telles qu'elles veulent nous y conduire ces dernières années en formatant et encadrant nos fonctionnements qui doivent rester « pratico-pratiques » sous prétexte de démarches qualité et d'évaluation. Nous connaissons nos métiers et les obligations qui en découlent.

> ... nous devons continuer à nous adapter et nous réinventer pour être au plus près des besoins des personnes que nous accompagnons, en trouvant le juste équilibre entre une approche individualisée et l'intérêt collectif...

Animée par Pascal MASSIOT, qui est aussi un fidèle à l'ACTAS, le fil rouge de nos journées de travail cette année, porte sur les fragilités, les vulnérabilités, les dépendances et notre pouvoir de prévenir et d'agir... De nombreux débats en perspective nous attendent, je remercie au passage le groupe de travail, sous l'égide de ma chère Anne Sophie, qui a permis ce riche programme. Un merci particulier à M. BROUSSY qui nous fait l'honneur d'introduire nos rencontre (qui vous pourrez le constater vous-même, nous transmettra sa positivité et motivation) et mes remerciements à l'ensemble des intervenants qui ont tout de suite répondu présents et que nous aurons plaisir d'accueillir durant ces deux jours.



FRAGILITÉS / VULNÉRABILITÉS / DÉPENDANCES

Dans un contexte social et économique très fragilisé, pour nos territoires mais aussi pour la population, nous devons continuer à nous adapter et nous réinventer pour être au plus près des besoins des personnes que nous accompagnons, en trouvant le juste équilibre entre une approche individualisée et l'intérêt collectif tout en veillant au respect des conditions de travail pour nos professionnels et à la place que nous accordons à nos partenaires institutionnels et associatifs.

Cette éternelle adaptation est le cœur de notre action quotidienne au sein de nos collectivités, la preuve en est, encore cette année, par la qualité des dossiers transmis pour les AMIs, dont nous remettrons les prix **ce soir à 17 h 00** et par les présentations faites chaque année lors des actas meeting. En outre, nous avons aussi voulu vous offrir une nouvelle dynamique participative dit « ATELIER DE REFLEXION COLLECTIVE » programmé pour l'ensemble des participants à nos rencontres, congressistes, partenaires et exposants, **cet après-midi à 14 h 30** qui sera l'occasion d'enrichir nos échanges et notre esprit critique.

Même si nous devons veiller à être le plus efficient possible, dans un contexte budgétaire contraint pour nos services et directions, il nous faut continuer à faire valoir notre expertise et nos compétences auprès de nos financeurs. Les portes des services publics sont les dernières portes accueillantes pour ceux qui n'ont plus rien, encore plus à l'aire du numérique… nous leurs devons un accompagnement responsable, en confiance et respectueux.

Lors de nos journées de travail, nous aborderons des thématiques qui touchent au socle de valeurs de notre association pour mettre en lumière les publics qui sont les nôtres, donnent du sens à nos actions au quotidien dans un intérêt général et pour le bien des plus vulnérables.

Nous pourrons, à nouveau, échanger sur le non recours et surtout en explorer les causes, nous accueillerons pour nous accompagner dans cette réflexion, le co-fondateur de l'observatoire des inégalités et des partenaires territoriaux, acteurs majeurs de l'indispensable coordination de territoire ; nous aborderons aussi la nécessité d'adaptation de nos politiques face aux publics « empêchés » et aux publics « intermédiaires » qui se voient exclus d'un grand nombre de dispositifs parce qu'ils sont juste au dessus des barèmes.

L'accompagnement à la perte d'autonomie est aussi un sujet qui est au cœur de nos missions, pour cela nous évoquerons l'enjeu de l'innovation sociale au profit de cette perte d'autonomie avec notre collègue de l'Essonne.

Enfin, vendredi nous évoquerons un sujet grave autour des Violences Intra Familiales, avec le témoignage de Marie GERVAIS, l'expertise de Blandine GAUTIER et la présence, pour une première fois à nos rencontres, de la Gendarmerie Nationale, en abordant ce sujet par le prisme du repérage, de l'analyse des traumatismes et de ses conséquences très importantes visibles et invisibles.

Malheureusement nous n'aurons pas l'honneur cette année de profiter des conclusions de notre ami Gérard GUIEZE, en effet ce dernier ne pouvez pas être présent auprès de nous, mais m'a demandé de vous adresser ses plus amicales pensées.

Voilà chers collègues, je suis convaincue que nous repartirons une nouvelle fois **boostés** par ces journées de travail, ces échanges et ces rencontres qui seront ponctués de moments studieux, mais aussi, comme toujours de moments conviviaux tels que nous les apprécions.

Comme le dit EURIDICE : « Aucun de nous ne sait ce que nous savons tous »… Place donc à ces échanges.

Bon travaux et merci de votre confiance et de votre présence.

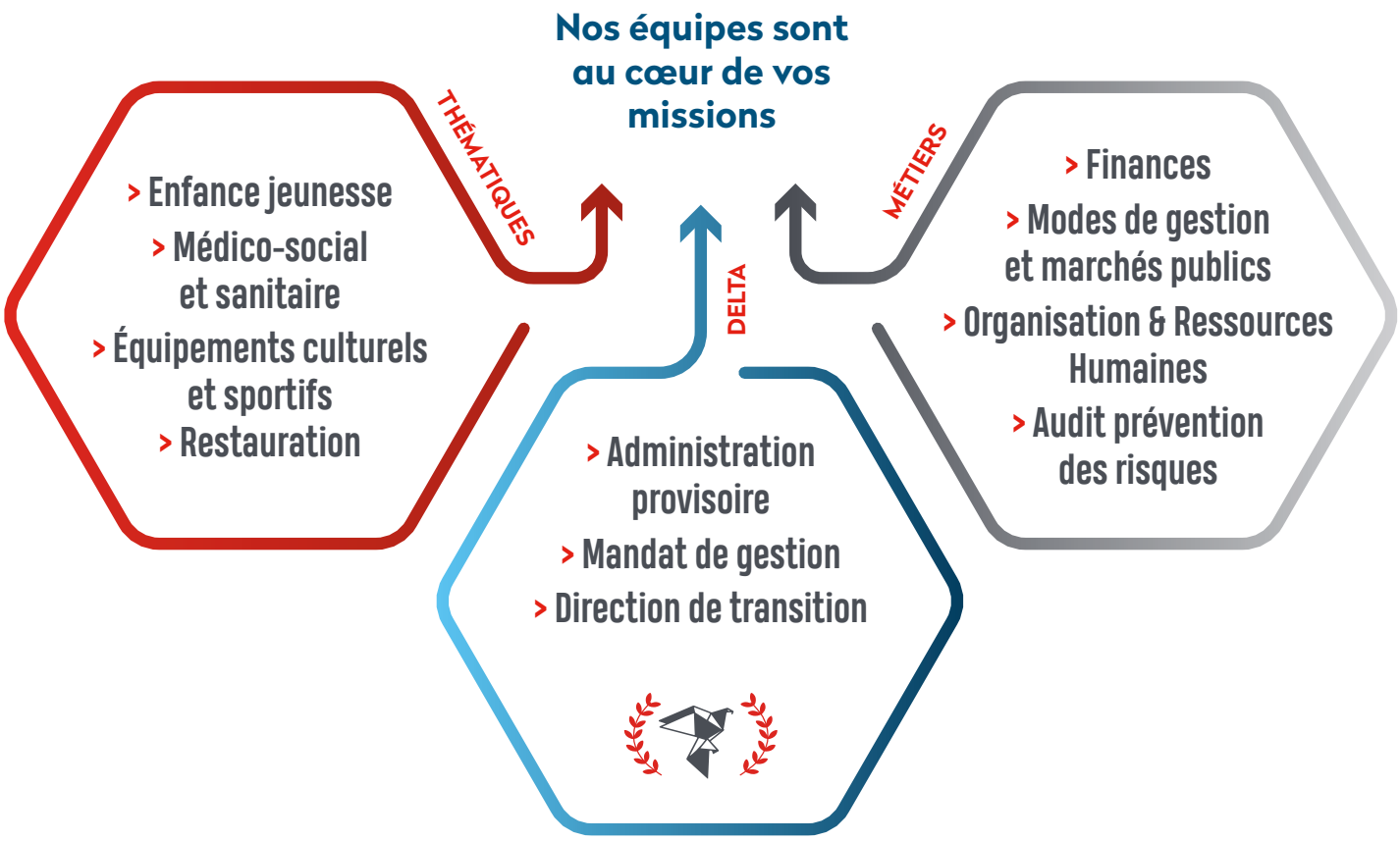


GROUPE S·P·Q·R CONSEIL

AUDACE & SOLIDITÉ

Le Référent des Collectivités Territoriales et Associations

Nos équipes sont au cœur de vos missions



Loïc BRAGARD | **Directeur Général Délégué SPQR**
Loic.bragard@spqr-conseil.fr | +33 (0)6 67 44 81 76 | www.spqr-conseil.fr

GROUPE S·P·Q·R CONSEIL · citiA Conseil en Achat Public · POPULUS Etudes · TERTIALYS Conseils & Expertises Restauration & Services



RETROUVEZ LA CONFÉRENCE EN PODCAST

CONFÉRENCE PLÉNIÈRE

Le rôle des collectivités territoriales en charge de l'action sociale face aux situations de fragilités, vulnérabilités et dépendances ; L'adaptation de leurs politiques publiques pour répondre aux attentes et besoins de la population

Luc BROUSSY
Président de France Silver Eco
Directeur général d'EHPA Presse & Conseil
Co-fondateur du Think Tank Matières Grises

Vous m'avez sollicité pour intervenir lors de la plénière de vos 47es rencontres sur la thématique de Fragilités, Vulnérabilités et Dépendances : prévenir et agir.
Je tiens à vous en remercier, je remercie tout d'abord, Monsieur le Maire de La Teste de Buch pour son accueil et l'ACTAS, par l'intermédiaire de sa présidente, Isabelle VATINEL, pour cette invitation et cette confiance.
Par une approche globale et transverse, j'aborderai donc mes propos autour de la nécessaire adaptation de la société, dans son ensemble, aux vulnérabilités et plus précisément au vieillissement dans un objectif permanent d'amélioration de la vie quotidienne de chacun.
Aujourd'hui, les nombreuses initiatives, portées par des acteurs privés ou publics sont mises en œuvre et des solutions sont apportées pour permettre de répondre aux besoins des personnes fragiles. Toutefois, ces initiatives et ces nouvelles formes d'accompagnement doivent faire l'objet d'une coordination à l'échelle des territoires et prendre en compte l'évolution très rapide de l'augmentation du nombre de personnes âgées en France et des professionnels qui pourront intervenir dans ces domaines

Je vais tenter d'apporter mon éclairage aux problématiques auxquelles vous êtes confrontés, en votre qualité de professionnels de l'action sociale. Avant cela je me permets d'ajouter 2 lignes à la présentation

que vous avez faites de mon CV, qui ont leur importances dans mon positionnement auprès de vous aujourd'hui : j'ai été élu local, vice-président de département, en charge des PA/PH et j'ai aussi occupé un poste d'adjoint au logement dans une ville de 30 000 habitants.
Par ailleurs, je suis l'auteur de 2 rapports ministériels :

- Un réalisé en 2013, commandité par le 1er ministre JM AYRAULT sur l'adaptation de la société au vieillissement
- Et un, en 2020, commandité par les 3 ministères de la Cohésion des Territoires, du Logement et de l'Autonomie, sur la base du précédent rapport dans le cadre de la réadaptation de la loi grand âge, intitulé « Nous ne vieillirons pas ensemble ».

Ces rapports sont téléchargeables et vous pouvez les consulter librement. De celui de 2020 découle 80 préconisations, dont certaines sont d'ores et déjà applicables et d'autres qui n'ont pas du tout encore vu le jour mais pourront, je l'espère dans l'intérêt général et l'implication collective, aboutir.
J'ai pu, à l'occasion de ce travail, m'approcher de nombreux donneurs d'ordres et financeurs tels que la CNSA, l'ANRU, l'ANAH… Ces acteurs sont primordiaux pour la mise en œuvre concrète des actions.
Le constat est clair, l'évolution conséquente des personnes âgées en France doit être le fil conducteur de l'adaptation des politiques publiques pour ces populations. En premier lieu il est nécessaire de définir le terme **VIEILLESSE**… La vieillesse n'est qu'une période de vie qui aujourd'hui ne cesse de s'allonger. Elle peut durer 20, 30 et 40 ans et on parle de VIEUX, de RETRAITES, de 3ème AGE…

Pour cela je vous propose de partir de 3 catégories :

- **LES RETRAITÉS** qui sont totalement autonomes et acteurs de leur vie, non dépendants des politiques publiques spécifiques, grands consommateurs et assurant souvent un rôle d'aidant ;
- **LES PERSONNES FRAGILES** qui commencent à montrer quelques fragilités (pouvant apparaître plus ou moins tôt en fonction des personnes), **sociales** (raréfactions des liens sociaux, veuvages…), **physiques** (douleurs temporaires ou pérennes, chutes…) et psychiques (petites pertes de mémoire, troubles…).
- **LES PERSONNES EN PERTE D'AUTONOMIE** qui ont besoin d'un accompagnement spécifique et des aides pour assurer les gestes du quotidien, à domicile ou en établissement.

En matière démographique, la prochaine décennie voit une augmentation importante des 75/84 ans (plus de 2 millions supplémentaires d'ici 2030) alors que les 85 ans et + stagnent. Ce constat implique que d'ici 10 ans, le nombre de personnes âgées explosera et qu'à l'aune de 2040, le nombre de personnes âgées en perte d'autonomie sera exponentielle.

Ces constats qui n'épargneront aucun territoire, doit amener les décideurs publics à mettre en place un plan d'action stratégique et ambitieux.
Il est indispensable néanmoins, de prendre en compte que l'offre de service face à cette nouvelle génération de seniors diffère de celle connue depuis ces dernières années. En effet, les personnes issues des premières années du baby-boomer, nées en 1945/1950 sont les seniors actuels, leurs attentes ne sont pas celles de leurs parents, en effet, ils ont connus l'autonomie, la liberté, le consumérisme, le féminisme, l'écologie et ces principes doivent être intégrés dans les offres de services des politiques publiques. Quelques auteurs ont d'ailleurs déjà relayé ces idées : Laure ADLER, Antoine DE CAUNES, tous ces témoignages ou engagements démontrent la nécessaire évolution des politiques à destination de ces « nouveaux vieux ».
Il ne faut pas négliger non plus le fait que ces personnes, qui sont celles qui ont été les premières concernées par les constructions massives des EHPAD durant ces 20 dernières années, et par le placement de leurs propres parents dans ces établissements, n'aspirent pas aux mêmes conditions de prise en charge que leurs ainés. C'est aussi une des raisons de la nécessité d'innover dans cette prévention et accompagnement de la perte d'autonomie.
« Les Français veulent mourir chez eux…. et paradoxalement on abandonne les moyens pour le maintien à domicile. »
La prise en charge globale de cette problématique est indispensable, il ne faut pas penser en sillo mais mettre en corrélation l'offre résidentielle avec les attentes des publics et à minima penser aménagement de

> C'est de la nature même des politiques publiques que de définir le rôle des collectivités locales face à ces nécessaires évolutions.





son environnement.
Un dispositif comme Ma Prime Adapt peut être un outil permettant de répondre à certaines situations. Même si cela reste très cadré et relativement modeste à ce jour, il a le mérite d'exister. Il faut continuer dans ce sens, élargir le dispositif, trouver de nouveaux financements ad-hoc et surtout l'ouvrir au parc social.
Les bailleurs sociaux, au cœur de ces réflexions et de plus en plus engagés depuis ces 10 dernières années, jouent un rôle essentiel en la matière. Heureusement, car on dénombre 40% du parc social sans ascenseur par exemple alors que 25 % des locataires ont plus de 60 ans... On dénombrera, dans 15/20 ans plus de 50 % de personnes de 60 ans locataires du parc social, là encore ces chiffres doivent nous amener à envisager avec les bailleurs sociaux de mettre en place des dispositions facilitant le maintien dans le logement , mais aussi imaginer des passerelles pour changer de logement et l'adapter au plus près de ses besoins permettant en parallèle de libérer les logements plus grands, adaptés aux familles, recherchés et actuellement sous tension.
La mise en place par exemple d'une PACK MOBILITE pourrait permettre cette perspective, néanmoins, il nécessite un engagement des pouvoirs publics pour assurer un accompagnement individuel et avoir l'assurance de trouver une solution favorable pour le locataire (financièrement et socialement).
Malgré toutes ces avancées, il est indéniable que le maintien dans le logement est impossible pour une certaine catégorie de personnes agées, tant sur le plan de la sécurité qu'en matière d'intégrité des personnes. En effet, 10.000 personnes âgées meurent chaque année en raison de chutes à domicile (contre 3 000/4 000 morts accidentés de la route), ceci relève donc de l'ordre de la santé publique. Il va falloir, là encore, accompagner ce changement de paradigme et faire valoir l'intérêt de quitter sa maison ou son logement inadapté à sa perte d'autonomie, le discours à tenir est « **vieillir chez soi engendre de changer de chez soi** ». Il faut innover, oser, proposer des alternatives au domicile compatibles intégrant la représentation de notre propre fin de parcours domiciliaire (Résidences Autonomie, Résidences Service Seniors, béguinage, habitat partagé, habitat participatif...) toutes les formes sont intéressantes et doivent inclure toute les catégories socioéconomiques de cette population.
Cette volonté de développement de l'habitat inclusif doit être poursuivie et les financements s'y afférents maintenus voir étendus. Afin d'aboutir, ces projets reposent sur un partenariat et un maillage territorial entre les financeurs mais aussi les gestionnaires que vous êtes.
En effet, les maires qui sont indéniablement acteur de cette coordination de territoire au sujet du logement, doivent intégrer à ces politiques de développement, une réflexion globale autour des modalités de déplacements dans l'environnement urbain notamment.
C'est d'abord la notion de **QUARTIER** qui doit être prise en compte. En effet, les chiffres démontrent qu'une personne âgée qui n'a plus de voiture, rayonne à 300/400 mètre autour de son domicile. Donc, un domicile ou un hébergement pour personne âgée à plus de cette distance est inadapté. Carlos MORENO, personnalité reconnue pour sa vision de la ville intelligente (notamment autour de la ville du ¼ d'heure) élargi sa réflexion à l'adaptation des villes de demain en transformant ce concept du ¼ d'heures à la ville des 300 mètres dédiées aux personnes âgées.

Ensuite l'approche se fait à l'échelle de **LA VILLE**, d'ailleurs, les responsables, qu'ils soient maires ou présidents d'EPCI en sont très soucieux aujourd'hui et intègrent de plus en plus ces prérogatives de transition démographiques, qui viennent compléter celles de la transition écologique ou du développement du numérique. Certes la majorité des financements sur ce sujet proviennent de l'Etat, mais lorsque ce dernier n'est plus au rendez-vous, ce qui est d'actualité, les collectivités doivent suppléer. Néanmoins, cette approche doit être portée à l'échelle de la collectivité dans son

ensemble et pas seulement à celle stricto sensu du CCAS. J'ai pour ma part travaillé avec Jérôme GUEDJ, pour de nombreuses villes sur le sujet, mais à la condition que ce projet ait été porté et initié par le Maire en s'engageant à associer l'ensemble de ses directions (urbanisme, sport, logement, éducation, CCAS...). Par ailleurs, un regard doit être porté sur le choix du design du mobilier urbain et sur la pertinence de ses emplacements et réfléchir collectivement à faciliter l'accessibilité des lieux publics (sportifs, culturels par exemple) afin de permettre à chacun des habitants, quelle que soit sa fragilité, de pouvoir se sentir intégré dans son cadre de vie.

Enfin, la notion de **TERRITOIRE** est incontournable dans cette approche globale de la prise en charge de la perte d'autonomie et du vieillissement de la population, elle s'intègre aux 3 cercles concentriques précédents (logement, quartier et ville). Il s'avère que certains territoires dénombrent des personnes âgées en masse sans pouvoir offrir des conditions d'hébergements satisfaisantes pour les professionnels nécessaires à l'accompagnement de ces personnes. Il est donc indispensable, à l'échelle de tous les territoires de procéder à une analyse de sa population âgée et de mettre en place des politiques publiques en adéquation avec la gérontocroissance. L'offre locative auprès des bailleurs sociaux doit permettre aux professionnels du secteur médico-social de se loger dignement. Les collectivités territoriales (en lien avec les agglomérations ou métropoles) doivent limiter la diminution de son nombre d'habitants en favorisant l'entrée ou le maintien dans le logement, l'attractivité du territoire et la mixité des populations.
LOGEMENT, QUARTIER, VILLE, TERRITOIRE, voici donc comment doit s'articuler l'adaptation de la société au vieillissement. Même si les compétences en la matière ne relèvent pas exclusivement des collectivités territoriales, ces dernières doivent s'approprier le sujet, tout cela dans un contexte où l'Etat est de plus en plus absent, où les départements sont cantonnés, à leurs compétences réglementaires.
L'idée, qui avait été abordée dans le rapport WOERTH est que l'État et les départements n'aient pas le monopole de ces politiques, mais qu'elles soient le fruit d'un travail coordonné de l'ensemble des acteurs dans le cadre d'une stratégie adaptée et partagée.
Ces éléments vous amènent donc, vous cadres du social, à vous positionner en qualité de pilote de l'adaptation des territoires, autour notamment de l'adaptation des logements, de l'adaptation des cadres de vie et de la lutte contre l'isolement. Même si aujourd'hui nous pouvons regretter la lenteur des évolutions stratégiques de ces sujets, il est certain que cette coordination permettra de poursuivre et développer les actions à mettre en œuvre.

Planète Grise

www.planetegrise.fr

Faites le choix d'un logiciel pour gérer les missions quotidiennes de votre CCAS/CIAS !

millésime

Action Sociale
Pour gérer plus sereinement votre action sociale et simplifier la gestion de vos dispositifs sociaux !

Maintien à domicile
Pour favoriser le maintien à domicile et continuer à prendre soins des plus fragiles de votre territoire.

Seniors
La solution métier pour gérer simplement vos activités seniors !



Pour découvrir la suite logicielle dédiée aux CCAS, CIAS et intercommunalités, scannez ce QR code ou rendez-vous sur : arche-mc2.fr/millesime/

arche MC2
LE DIGITAL AU SERVICE DE LA PERSONNE



TABLE RONDE

Identifier et accompagner les nouvelles formes de fragilités

RETROUVEZ LA TABLE RONDE EN PODCAST

De gauche à droite

Louis MAURIN
Observatoire des Inégalités
Directeur Co-fondateur

Claudine PEZERIL
Association Les Locaux-Moteurs
Directrice et fondatrice

Alain HANEUSE
Secours populaire français Fédération de la Gironde
Référent projet culture santé et animation campagnes de solidarité

Les crises sociales, économiques, sanitaires et environnementales ne sont plus des aléas ponctuels de nos sociétés. Les chiffres continuent de parler pour eux : la pauvreté est un processus structurel dont il faut près de 6 générations pour en sortir. La précarité devient un terme durable mettant en exergue la rupture du lien entre l'emploi et un niveau de revenu digne ; la vulnérabilité s'ajoute lorsque la dépendance s'installe ; enfin les fragilités apparaissent lorsqu'il y a un risque fort de rupture de la participation active, autonome et citoyenne à la vie sociale.
Tous les acteurs du champ du social alertent sur ces situations « intermédiaires » dites de « fragilité » qui questionnent leur capacité d'adaptation à répondre aux problématiques qui les sous-tendent.

Renoncement, empêchement… quelles sont les causes du taux de non-recours toujours aussi conséquent ? Le sentiment de déclassement ou des comportements plus « consommateur » transforment-ils le rapport des « nouveaux publics » aux professionnels de proximité dans la relation d'aide ? Ces questions soulignent dès lors l'acuité de l'enjeu de la prévention et des dynamiques existantes ou pas de coordination locale comme modalité de l'action publique sociale.
De l'intérêt d'apporter des éclairages autour de l'identification des formes de fragilités ; de l'adéquation des services avec les besoins des publics concernés ; comme des outils de repérage des publics (visibles, empêchés et invisibles).

Louis MAURIN
Observatoire des Inégalités
Directeur Co-fondateur



Louis MAURIN rappelle en liminaire la responsabilité collective de porter un discours de transparence et d'action dans un contexte national contraint et instable, avec la nécessité d'agir en urgence « non seulement pour signaler cette urgence à ceux que nous côtoyons, mais aussi pour ne pas les enfermer dans une peur terrifiante ».

> La fragilité est, selon moi, liée à l'incertitude, à l'instabilité dans des sociétés parfois de plus en plus instables.

Laudateur des professionnels de terrain, il déplore néanmoins des relations avec eux trop peu développées. Il s'étonne aussi du « fait que la parole des acteurs sociaux, des CCAS et de bien d'autres, qui sont au contact de la question sociale, soit si peu entendue et représentée dans le débat public » et avance la possibilité, en concertation, de « contribuer à faire remonter certaines interrogations et préoccupations ».

Il s'est également attaché à interroger l'emploi de « nouvelles fragilités » avec la précision suivante : « J'ai toujours eu un peu de mal avec l'idée de nouveauté, qui sert souvent à vendre des idées, des livres, et bien d'autres choses. Il faut cependant être prudent. Évidemment, nous devons essayer de repérer ce qui émerge, car si nous ignorons ce qui se passe de nouveau, nous perdons une partie importante de la compréhension de la pauvreté ».

Enfin, Louis MAURIN s'est employé dans ses propos liminaires à distinguer le périmètre sémantique des concepts de vulnérabilité et de fragilité. Ce dernier lui étant préférable. « La fragilité est, selon moi, liée à l'incertitude, à l'instabilité dans des sociétés parfois de plus en plus instables ».

Trois point, mis en exergue, retiendront notre attention dans son constat qui a suivi :

- **La stabilité de l'emploi** depuis 2015 tout d'abord avec une diminution du chômage depuis lors sans pour autant que cette dynamique ne soit « perceptible en termes de précarité de l'emploi », notamment chez les jeunes.

- **La stabilité des revenus** ensuite qui, « sans être une nouveauté, demeure cruciale, particulièrement pour les ménages monoparentaux et dans le secteur des services.

Il rappelle ici les travaux du Compas sur cette question, soulignant l'impact d'un revenu unique sur la vie quotidienne, avec une instabilité économique qui engendre incertitude et inquiétude.
Nombre de ces ménages consacrent un temps significatif à la recherche de solutions pour pallier cet état et faire face à un avenir en point d'interrogation.

« Ces deux points montrent l'importance de la stabilité de l'emploi et des revenus dans la perception des fragilités contemporaines. Il est crucial d'écouter et de comprendre les ressentiments et les besoins de ces groupes pour pouvoir proposer des solutions adaptées et efficaces ».

▪ Enfin, Louis MAURIN a évoqué **la « situation des étrangers et des réfugiés dans notre pays »**.
Partant du constat que les migrations fragilisent généralement une génération d'adultes, il s'alarme de la persistance, désormais, de cet état de fragilité sur une génération d'enfants, avec la nécessité de repenser notre modèle, en situation actuelle d'échec collectif selon lui, « à répondre aux besoins fondamentaux de ces personnes vulnérables ».

Louis MAURIN lance un appel à la responsabilité de toutes et tous pour défendre les valeurs humanistes et universelles portées.

Il rappelle le fondement de la croyance de l'Observatoire des Inégalités et dresse une analogie avec l'action sociale des collectivités : « Contre les inégalités, l'information est une arme » et qu'à « l'instar de la Fondation Abbé Pierre avec son rapport sur le mal-logement, nous pensons que la contre-expertise indépendante est cruciale, bien que peu développée en France. Maintenir le débat est essentiel…Pour convaincre, il faut s'appuyer sur des faits. Dire simplement « vous avez tort » n'est pas suffisant. Nous croyons naïvement qu'il est possible de mesurer ce que nous faisons. Quand un CCAS dresse la liste des besoins sociaux, c'est une arme pour agir. Cette information reste une arme seulement si elle est utilisée » avec une approche rationnelle.

Les jeunes ne sont pas oubliés avec un travail de sensibilisation sous forme d'ateliers comme le « Monopoly des inégalités », pour renforcer la transmission de messages et faire vivre la réflexion.

Les rapports de L'Observatoire des Inégalités font résonnance aux réalités rencontrées par les cadres territoriaux de l'action sociale au quotidien ; des hommes et des femmes qui s'attellent à travailler au service d'une action tournée vers l'humain, dans un contexte dégradé voire de déconsidération.

Dans le prolongement de ce constat, Louis MAURIN avance une série de propositions à inscrire dans une réduction des formes de fragilités et comment mieux les combattre.

En liminaire, il souligne comme un rappel à celles et ceux qui s'engagent sur le terrain « qu'il ne faut pas baisser les bras, car il y a un engagement bénévole considérable dans ce pays. « Nous devons nous appuyer sur ces forces énormes ».

« Concernant les solutions, un premier point serait d'arrêter de focaliser sur les questions financières. Les moyens existent, tant au niveau local que national ».
Il s'agit toujours de choix politiques dans les priorités et non de disponibilité des moyens d'action selon Louis MAURIN.

Il rappelle que L'Observatoire des Inégalités a proposé avec Noam Leandri, un ancien Président, la création d'un « revenu décent ».
Couplé à une action étatique massive, ces vecteurs permettraient selon Louis MAURIN de sortir des impasses constatées, en premier lieu desquelles la situation du mal-logement dénoncée par la Fondation Abbé Pierre.

Concomitamment et corrélativement, une attention particulière doit être apportée à « la grande fragilité liée au statut de l'emploi ».

« Il faut des actions beaucoup plus volontaristes. Le système de bonus-malus, appliqué de manière précise dans les entreprises, mais aussi dans les collectivités locales et les associations, est une bonne initiative… Dans le secteur sanitaire et social, par exemple, la précarité de l'emploi est omniprésente ».

Enfin, réduire et combattre les formes de fragilités ne peuvent s'entendre sans aborder « le capital culturel et le système éducatif ».
« Nous devons réformer notre système éducatif pour le rendre plus juste… pour remédier à cette situation » ressentie ou vécue de déclassement.

Le dernier point de l'intervention abordée par Louis MAURIN concerne la santé mentale, produit et symptôme des inégalités.

Louis MAURIN constate en premier lieu la difficulté d'obtenir des données dans ce domaine, à l'instar de celles concernant le handicap, alors qu'une corrélation évidente existe entre la santé en général, le handicap, la santé mentale et les inégalités. D'autant plus que « ces relations varient considérablement en fonction du milieu social ».
Quant aux réponses à apporter, elles restent « difficiles à objectiver ».
Les faits restent une base fondamentale du discours porté, tout en soulignant les difficultés de les recueillir même avec le soutien des associations.

L'Observatoire des Inégalités, par la voix de son Co-fondateur Directeur Louis MAURIN a permis un éclairage sans concession sur l'identification des formes de fragilités et les actions d'accompagnement à envisager à partir d'une analyse exploratoire, fine et détaillées des données en leur possession.

Observatoire des inégalités

Tél. : 02 47 44 63 08
contacts@inegalites.fr
https://inegalites.fr

Claudine PEZERIL
Association Les Locaux-Moteurs
Directrice et fondatrice



L'association Les Locaux Moteurs, basée à Angers dans le Maine-et-Loire représentée par sa Fondatrice Directrice Claudine PEZERIL, lutte contre le non-recours à l'offre publique, en milieu exclusivement rural, avec comme leitmotiv de « *Créer du lien* ».

Les démarches automatisées, dématérialisées ont accentué le phénomène de non-recours qui, rappelons-le est une situation dans laquelle une personne ne reçoit pas, quelle qu'en soit la raison, une prestation ou un service auquel elle pourrait prétendre.

> En tant qu'ancienne travailleuse sociale, j'ai ressenti le besoin de proposer plus de prévention et d'aider les ménages à accéder aux services et aides disponibles sur leur territoire.

La fracture numérique par exemple touche autant les personnes âgées que les jeunes au niveau des démarches administratives en ligne, indépendamment de leur savoir-faire sur les réseaux sociaux. Les travaux de L'Association Les Locaux Moteurs et de chercheurs ont pointé des facteurs individuels (manque d'information), comme des freins psychologiques ou logistiques : « *lorsque nous rencontrons des ménages, ils nous disent souvent qu'ils ne veulent pas être qualifiés de pauvres, ce qui les dissuade de faire des démarches. Cette crainte de la stigmatisation sociale est un frein majeur* »... « *Les problèmes de mobilité et l'accès aux services, via le numérique sont des obstacles fréquents*.

Ce phénomène du non-recours se manifeste à toutes les étapes d'une procédure de démarche administrative, avant, pendant et même après ; une situation qui génère autant de la frustration qu'un sentiment d'exclusion.

« *Ainsi, pour lutter efficacement contre le non-recours, il est essentiel de travailler sur l'accompagnement, l'information et la réduction de la stigmatisation* », pour permettre à chacun de faire valoir ses droits.

Si le non-recours représente plusieurs milliards d'euros, il n'en reste pas moins peu aisé de la quantifier précisément par secteur (énergie/ habitat etc.)

« *Notre association a décidé de s'attaquer à ce problème. En tant qu'ancienne travailleuse sociale, j'ai ressenti le besoin de proposer plus*

de prévention et d'aider les ménages à accéder aux services et aides disponibles sur leur territoire. Notre démarche proactive consiste à aller au contact de ces ménages par le biais du porte-à-porte, dialoguer et rencontrer ceux que j'appelle les « invisibles » (bien qu'ils ne soient pas vraiment invisibles), mais qui représentent tous ceux qui ne viennent pas vers nous ».

Pour ce faire, l'association a innové en recrutant des habitants relais sur le territoire, constituant un maillage de 40 personnes formées, salariées, qui ont pour objectif de prévenir et d'identifier les besoins pour les faire remonter.
Ces locaux moteurs sont 80 % de femmes et 20% d'hommes qui se découvrent souvent eux-mêmes à travers cet engagement. *« Ils disent vouloir s'investir dans une mission d'utilité sociale et finissent par révéler des compétences insoupçonnées ».*

Un focus particulier a été mis en œuvre sur les programmes de non-recours dans le domaine de l'habitat et de la précarité énergétique, en collaboration la Fondation Abbé Pierre en Centre-Ouest Bretagne
« L'enjeu est de permettre l'accès et les accompagnements techniques aux personnes concernées. Nous rencontrons des situations alarmantes de précarité énergétique et de mal logement {explosion des demandes auprès des Fonds de Solidarité Logement (FSL)}, où des gens ne se chauffent plus et vivent dans des conditions très dégradées. Notre démarche vise à créer un lien de confiance et à fournir un accompagnement adapté pour répondre à ces besoins essentiels ».
« Nous avons essayé de lever tous les freins possibles pour l'accès aux aides… C'est un cercle vertueux ».
« Aujourd'hui, nous travaillons principalement sur les questions d'habitat, mais nous avons également été beaucoup sollicités pour intervenir sur l'accès aux droits et le non-recours aux droits. Nous avons démarré deux nouveaux chantiers.
L'un à titre expérimental initié avec un centre social dans le Maine-et-Loire, intitulée « 100 % accès aux droits». « Nous avons réussi à rassembler autour de la table des institutions comme la CAF, la CPAM et la MSA » ;
« L'autre en projet « Territoire zéro non-recours », lancé par l'État, auquel nous avons répondu. Dans le Maine-et-Loire, le territoire de Chemillé-en-Anjou a été lauréat. Nous allons démarrer ce projet en septembre. L'objectif est d'utiliser la méthode Locaux-Moteurs pour traiter les questions de non-recours en collaboration avec toutes les forces vives du territoire ».
« Nous travaillons également sur notre essaimage. La méthode Locaux Moteurs vise aussi à former d'autres acteurs à notre démarche. Nous avons été lauréats du programme P'INS, ce qui nous permet de réfléchir à notre duplication et de former des acteurs dans d'autres régions, comme actuellement en Bretagne. Ainsi, notre méthode peut être utilisée partout en France ».

Sur la question du bénévolat, l'association Les Locaux Moteurs partage une approche singulière. En effet, ils ont considéré qu'un revenu d'appoint pour les habitants relais pouvaient être un petit plus, notamment pour les habitants des zones rurales (complément retraite etc.). La contractualisation donnant un cadre d'intervention valorisant tant pour les personnes concernées que pour les interlocuteurs (habitants/élus…)
En effet, la délégation de tâche à des bénévoles, à l'instar des professionnels, peut quelque fois interroger tant sur l'action que sur les objectifs poursuivis.

« Il faut donc être attentif à ce que les bénévoles occupent les bonnes places et rôles. Cela pose la question de la complémentarité entre l'action des bénévoles et celle des salariés ».
Enfin, une attention particulière est portée sur la question de la santé mentale. En contact direct avec la population, l'Association, dans le cadre de leur démarche du *« aller vers »* s'attache à repérer les situations de troubles de la santé mentale.
À cet égard, l'association réalise au préalable de leurs démarches un travail d'approche avec les acteurs locaux pour appréhender l'écosystème local et nouer des partenariats, que ce soit avec les services sociaux du département, le CCAS, ou un centre social. Elle s'appuie donc sur ce relai pour orienter les personnes en besoin d'accompagnement spécifique auprès des institutions dédiées (département, CCAS, CIAS etc.)
Pour autant, l'association pointe un manque de moyens dans leurs zones d'interventions rurales. *« Il y a des « zones blanches » en termes de services et de soutien. Il est très difficile d'obtenir des informations et des ressources pour soutenir les personnes dans ces situations. « Les secteurs ruraux manquent cruellement de services dédiés à la santé mentale, ce qui creuse les inégalités ».*



Les Locaux-Moteurs
Créateurs de liens

Tél. : 07 68 85 64 88
contact@locaux-moteurs.fr
www.locauxmoteurs.fr



Alain HANEUSE
Secours populaire français
Fédération de la Gironde
Référent projet culture santé
et animation campagnes
de solidarité

Le Secours populaire qui fêtera ses 80 ans en 2025, c'est 92 000 bénévoles en France dont 1 600 en Gironde, « *tous engagés sur les valeurs de réciprocité, de confiance et surtout d'indépendance pour permettre et continuer à accompagner ceux qui vivent dans la pauvreté et la précarité* ».
Association française de solidarité, le Secours populaire est indépendant, avec seulement 12 % du budget provenant de subventions publiques, et fonctionne majoritairement grâce aux donateurs, partenaires et bénévoles. Leur affiche « *C'est toi, moi, nous, eux. Ensemble, nous sommes des créateurs de solidarité* » reflète « *leur mission d'entraîner tout le monde – bénéficiaires, bénévoles, donateurs et partenaires – dans cet élan de solidarité* ».

> Tout ce qui est humain est nôtre», et nous la réaffirmons avec force. Nous sommes attachés à la Déclaration universelle des droits de l'homme et nous combattrons autant que nécessaire pour ne pas sombrer dans une nouvelle période sombre...

« *Au Secours populaire, nous prônons un accueil inconditionnel, généraliste et global* » précise Alain HANEUSE. « *Toute personne qui pousse nos portes est accueillie sans jugement et tel qu'il est* ». Avec une devise : « *Tout ce qui est humain est nôtre* », *et nous la réaffirmons avec force. Nous sommes attachés à la Déclaration universelle des droits de l'homme et nous combattrons autant que nécessaire pour ne pas sombrer dans une nouvelle période sombre*»... « *Notre association appelle à l'humanité. Lorsqu'on entend des discours de rejet et de préférence, ce n'est pas notre vision de la société* ».

Le Secours populaire Français se considère comme « *aiguillon des pouvoirs publics* », pointant les difficultés des populations telle une vigie sur la situation sociale et ses conséquences.

Dans ses propos introductifs, Alain HANEUSE mentionne que si le baromètre « *Pauvreté et Précarité* » du Secours populaire Français est crucial et une part de leur engagement vis-à-vis des pouvoirs publics, le « *baromètre des bénévoles* » qui accueillent quotidiennement de nombreuses personnes est un point d'ancrage déterminant.

Au regard de la thématique développée pour la table-ronde, Alain HANEUSE pointe

sa difficulté devant le terme « *identifier* » au regard notamment des sollicitations par les institutions publiques ou les instituts de sondage « *pour savoir combien nous accueillons de personnes migrantes, de personnes de telle ou telle nationalité, de milieux ruraux ou urbains, etc.* ».

« *Nous nous sommes toujours refusés à répondre à ces questions d'identification. La crainte de livrer des informations détaillées réside dans le risque de sélections indésirables et de modifications dans l'organisation de l'aide publique. De plus, les personnes qui viennent à nous le font avec un certain anonymat, ce qui nous permet de les accompagner de manière plus efficace. Ce terme « identifier » m'a particulièrement bousculé dans le contexte actuel* ».
« *Accompagner les nouvelles formes de fragilité, c'est ce que nous faisons au quotidien. Nous sommes tous bénévoles à l'accueil, dans nos permanences de solidarité et de santé, et chacun s'engage à entrer en relation avec ces personnes. Elles viennent souvent d'abord pour une aide alimentaire, vestimentaire ou matérielle, mais notre approche va bien au-delà. Nous commençons par écouter ces personnes, puis nous les accompagnons et leur proposons des aides plus larges, notamment dans les domaines de la santé, de la culture et de l'éducation. Ces actions sont essentielles pour aider ces personnes à sortir de la spirale de la pauvreté et de la précarité* ».
« *Le Secours populaire est dans une démarche d'éducation populaire, avec un échange permanent. Les personnes en difficulté nous apprennent leurs réalités, les obstacles qu'elles rencontrent, et les compétences qu'elles doivent acquérir pour accéder à certains services* »… « *C'est un processus d'apprentissage mutuel* ».
« *Il faut du temps et une relation humaine forte pour accompagner ces personnes. Les difficultés qu'elles rencontrent nous obligent à nous adapter constamment. L'augmentation de la pauvreté est un fait, et nous devons rester vigilants et continuer à apporter notre aide avec humanité et respect* ».

Le dernier baromètre « *Pauvreté et Précarité* » du Secours populaire (paru en septembre 2023) pointe des nouvelles fragilités.
« *La pauvreté n'a pas disparu, elle progresse de façon significative. Elle touche de plus en plus les personnes âgées, notamment les retraités* »



La situation des étudiants est également préoccupante
« *Les étudiants font face à une précarité croissante, avec une augmentation significative de ceux que nous accompagnons* »… » *et toutes les associations de la métropole bordelaise voient le nombre de bénéficiaires augmenter* ».

Le Secours populaire constate l'impossibilité pour nombre de personnes de pouvoir disposer de 3 repas par jour, difficulté accentuée par les modifications des normes alimentaires qui affectent l'aide apportée.
« *Nous avions des ramasses dans les hypermarchés et grandes surfaces, mais celles-ci diminuent progressivement au profit de rabais en magasin. Les produits de dernière fraîcheur sont vendus plutôt que donnés, ce qui réduisait les possibilités d'offrir des produits frais aux personnes dans le besoin* ».
Pour pallier ce manque, le Secours populaire a développé des circuits courts avec des producteurs locaux et préconise de généraliser cette démarche.

Alain HANEUSE mentionne en outre une conclusion alarmante issue de l'étude baromètre « *Pauvreté et Précarité* » : le délitement des liens humains (dématérialisation, automatisation…). Il reste néanmoins soulagé de constater que « *plus de la moitié, presque les deux tiers de la population, sont prêts à s'engager pour aider les personnes défavorisées* ».

Les difficultés d'accès à la santé accentuent la dégradation sociale. C'est un point de vigilance prioritaire en termes de santé publique et d'accès aux droits pour la population.
Un effort important a été fait sur la prévention et des initiatives sont portées en ce sens.

C'est une adaptation constante aux nouvelles formes de fragilités auxquelles se livrent le Secours populaire Français et ses



bénévoles. Ces derniers, en première ligne, ne doivent pas être oubliés. Ce sont « *des êtres humains eux aussi. Ils reçoivent cette détresse et parfois, cela peut être difficile à porter. Nous les formons et les accompagnons, en partenariat avec les hôpitaux publics et les services de psychiatrie, notamment pour la santé mentale des personnes que nous accompagnons. La relation entre le bénévole et la personne accueillie est essentielle et permet souvent de tirer cette dernière vers le haut* ».

Les bénévoles jouent un rôle crucial en matière d'approche de la santé mentale.
De nombreuses collaborations avec les instituts et organismes de santé ont été mis en place, ainsi que des partenariats avec les antennes locales de psychiatrie. Pour répondre aux défis de la santé mentale, des formations aux premiers secours en santé mentale ont en outre été développées sur tout le territoire.
Ensuite, il rappelle que la question financière abordé par Louis MAURIN de L'Observatoire des Inégalités est également prégnante, essentielle et décisive. D'autant plus que si le Secours populaire est une association de bénévoles, des besoins spécifiques en termes de réponse aux appels à projets des pouvoirs publics et de gestion interne nécessitent des compétences de professionnels salariés qui engendrent un accompagnement et des coûts non négligeables.
« *Les bénévoles sont essentiels, mais les salariés sont indispensables pour renforcer notre capacité à agir* ».

En guise de conclusion, Alain HANEUSE reprend Montesquieu, un Girondin du XVIII[e] siècle : « *Quelques aumônes que l'on fait à un homme nu dans les rues ne remplissent point les obligations de l'État, qui doit à tous les citoyens une subsistance assurée, la nourriture, un vêtement convenable, et un genre de vie qui ne soit point contraire à la santé.* »
« *Nous sommes au XXI[e] siècle, et ces paroles résonnent toujours aussi fort* ».

SECOURS POPULAIRE FRANÇAIS

www.secourspopulaire.fr



L'association Groupe SOS Seniors participe aux rencontres de l'ACTAS du 12 au 14 juin 2024

Parce que le mieux-vieillir n'est pas un privilège

Accompagner tous les seniors, quels que soient leurs parcours de vie et revenus.

Nous nous engageons à défendre et à valoriser la place des personnes âgées dans notre société. Nous faisons le choix **d'un accompagnement de proximité en établissement et à domicile** accessible à toutes et tous et adapté aux besoins de chacun.e. Notre mission est reconnue d'utilité publique et renforce le **lien social à domicile** (cohabitation intergénérationnelle, animation d'habitat partagé, lutte contre l'isolement) et **en établissement** (114 établissements et services).

Pour notre association, **le mieux vieillir** passe par une prévention de la perte d'autonomie qui doit aller au-delà de l'existant, et nous conduit à identifier et à agir face à toutes les situations limitant l'indépendance des seniors dans leur vie quotidienne.

Offrir des solutions adaptées à toutes les personnes âgées sur tout leur parcours de vie en établissement ou à domicile.

L'association Groupe SOS Seniors est l'une des associations fondatrices du Groupe SOS.

Venez nous rencontrer pour en échanger sur notre stand !

GroupeSOS Seniors Reconnu d'utilité publique

www.groupesos-seniors.org



ATELIER DE RÉFLEXION COLLECTIVE

NOUVEAUTÉ 2024

RETROUVEZ LA CONFÉRENCE EN PODCAST

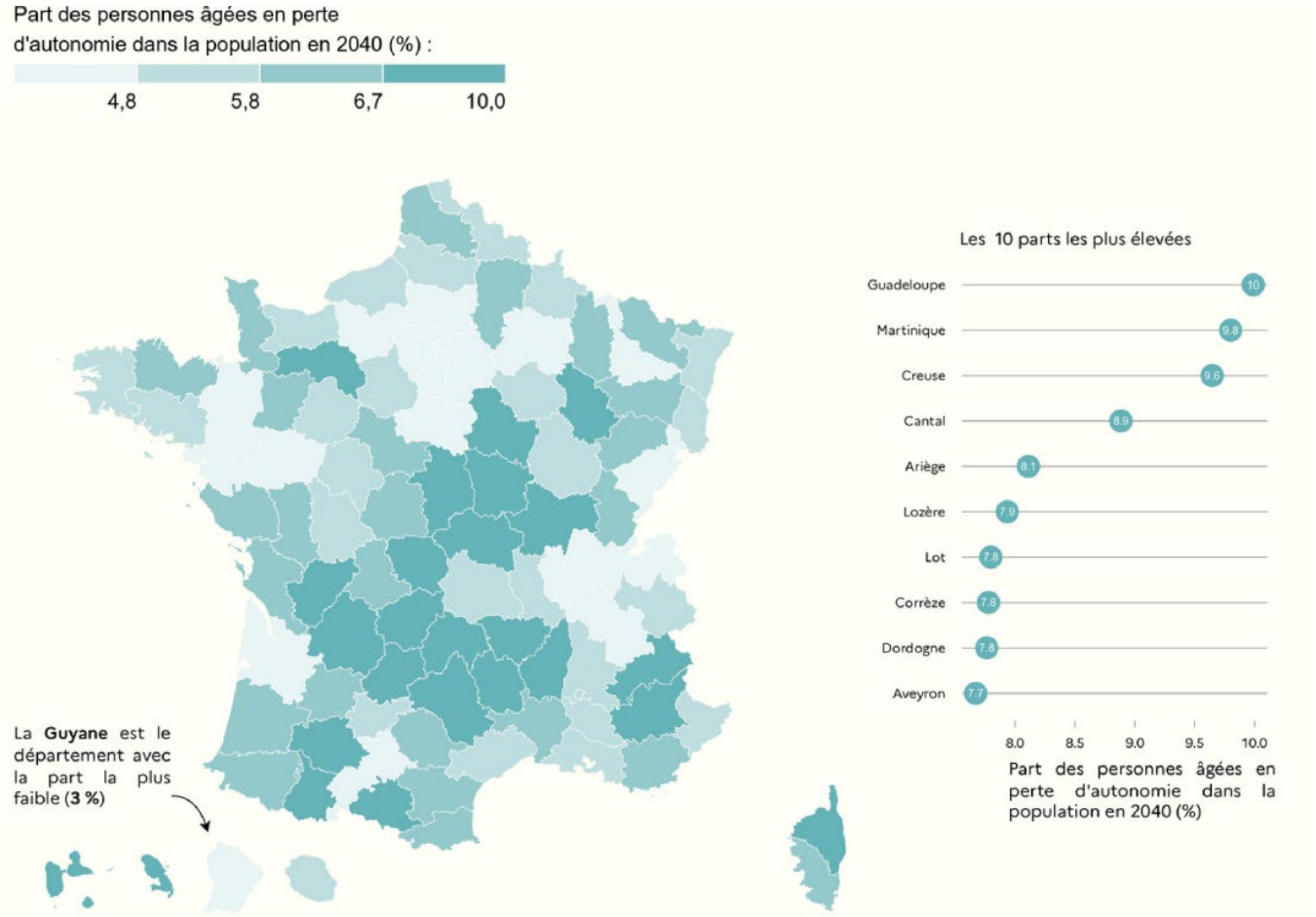
La perte d'autonomie, un enjeu d'innovation pour l'action sociale ?

Nadia LAPORTE-PHOEUN
Directrice de l'Autonomie et de la MDPH au Conseil départemental de l'Essonne, et animatrice de la e-communauté Autonomie du CNFPT - Ancienne directrice de la Protection de la santé et de l'autonomie (DPSA) à l'ARS Nouvelle-Aquitaine

En partenariat avec le CNFPT

Nous sommes, ou serons, toutes et tous concernés par la perte d'autonomie et le vieillissement : relevons le défi !
Comment intégrer dans les politiques publiques la prise en compte de la perte d'autonomie et du vieillissement au sein des territoires ?
Comment les territoires accompagnent, préviennent, innovent, se transforment et s'adaptent pour répondre aux besoins et attentes des populations concernées ?

Comment concilier la perte d'autonomie et le vieillissement des populations avec la crise des vocations et le ratio défavorable aidants-aidés à l'horizon 2030 ?
Quels accueils de demain dans les bâtis et dans les structures d'accompagnement, et avec quelles ressources ?
Tels seront les enjeux de cet atelier collectif de réflexion.



Lieux de vie et accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie : les défis de la politique domiciliaire. Rapport IGAS février 2024

C'était une volonté forte de l'ACTAS, et dans son ADN, de sortir du format classique de la table ronde pour aborder une de ses thématiques. Ainsi, la question de la perte d'autonomie a été abordée sous forme d'un atelier de réflexion collective nommé Fishbowl. Cet atelier a permis d'échanger autour de 2 grandes questions pendant 30 min chacune et de permettre à tous les congressistes de participer au débat et de les rendre acteurs de ces rencontres. Après la pause, une synthèse des échanges a été réalisée en facilitation graphique par Natacha GARY – Chargée de mission de l'UDCCAS de Gironde. Merci à elle d'avoir accepté de relever ce défi !

1/ Entre innovations et modèles économiques à respecter, comment nos Établissements et Services Médico-Sociaux se transforment non pas pour survivre mais pour s'adapter aux évolutions sociétales ?

Le contexte de ces dernières années avec les chocs externes sur l'évolution des dépenses (inflation, coût énergie…) tout comme le sujet de l'attractivité des métiers du Care (et plus largement du présentiel) entrainent de nombreuses tensions pour les gestionnaires qui doivent également transformer l'offre locale. La discussion lors de l'atelier a fait émerger plusieurs sujets :

- La place des collectivités locales, des CCAS comme gestionnaires d'ESMS (EHPAD, Résidences Autonomie, Services d'aide à domicile, portage de repas…) :

La gestion directe apparait trop couteuse pour certains qui préfèrent, avec leurs élus, un transfert d'autorisation à des structures associatives ou privées spécialisées. Avec un recentrage des missions du CCAS.

Pour d'autres, c'est un investissement dans l'aménagement de leur territoire (rural/urbain) et l'opportunité de construire une plateforme de services, avec une logique plus intégrative à la fois pour les usagers (parcours) mais aussi pour les personnels avec une diversification des carrières. Cela peut aussi être un

élément d'attractivité dans le recrutement. En illustration, le CCAS de Vannes gère différents ESMS dont un foyer de jeunes travailleurs ce qui lui a permis de proposer une solution de logement à un jeune salarié. Un collègue de Nogent sur Oise a exposé son expérience de gestion directe (en régie) d'un EHPAD situé en Quartier prioritaire de la ville, qui comprenait un centre de loisirs pour les 3/6 ans dans une approche intergénérationnelle (projet ANRU). Un autre collègue expérimentait un CHRS spécialisé pour les personnes handicapées vieillissantes.

En conditions de réussite, la qualité des partenariats locaux, du travail en réseau, des coopérations apparaissent comme des facteurs clés, notamment pour la rationalisation des coûts d'investissement et de fonctionnement, d'ingénierie… par des groupements de commande par exemple, l'adhésion à un GCSMS ou un GHT.



▪ **Les questions financières : les poches sont vides !**

Un constat unanime sur la perte des marges de manœuvre financières à tous les niveaux. Un sujet de fond : qui doit payer quoi ? entre financeurs/tutelles (ARS/CD), locale (CCAS) et les usagers. Au niveau national, des lignes bougent avec l'expérimentation en EHPAD de la fusion des sections Dépendance et soins en 2025, une expérimentation de nouveaux modes de financement des SAAD devrait aussi être lancée.

La complexité administrative (enchevêtrement des compétences, reporting…) tout comme l'inflation normative constituent aussi des formes de surcoûts financiers.

Au niveau local, les membres de l'atelier insistent sur l'importance d'instituer un rapport de forces avec les tutelles (ARS/CD).

▪ **RH : entre évolutions sociétales et managements, comment attirer et fidéliser**

Un constat partagé sur l'évolution sociétale du rapport au travail, des équilibres de vie, toutes générations confondues. Les métiers du présentiel connaissent une crise des vocations accrue depuis la période Covid, avec de fortes difficultés à recruter et turn over important… et un risque accru de glissement de tâches.

Les nombreux témoignages ont permis de de tracer des pistes très concrètes d'actions :

- Par un management plus participatif (illustration avec le sujet des plannings, contraintes horaires, WE)
- Par une adaptation aux changements du rapport au travail : entre collectif et individualisation
- Par un accompagnement de nos agents dans leurs besoins (garde d'enfants, logements…)
- Par des parcours professionnels plus diversifiés, avec formations/VAE…
- Des actions de communication « grand public » : exemple en Bearn avec le CCAS de Pau qui a partagé la campagne de communication en mode « ludique » menée sur le thème « Super Héros »

2/ Comment concilier la perte d'autonomie et le vieillissement des populations avec la crise des vocations et le ratio défavorable aidants aidés à l'horizon 2030 ?

Une question plus prospective abordée par les participants avec le sujet de la place centrale des communes pour faciliter la vie des personnes et de leur entourage.

▪ **Les transitions sociétales et environnementales** : les personnes seules, le rapport au travail, la citoyenneté (et l'autodétermination) sont en toile de fond. Par ailleurs, si le vieillissement de la population française est une certitude, le niveau de perte d'autonomie et son accompagnement présentent des incertitudes : progrès techniques, médicaux (vaccinations.), de l'intelligence artificielle, des pratiques de prévention….

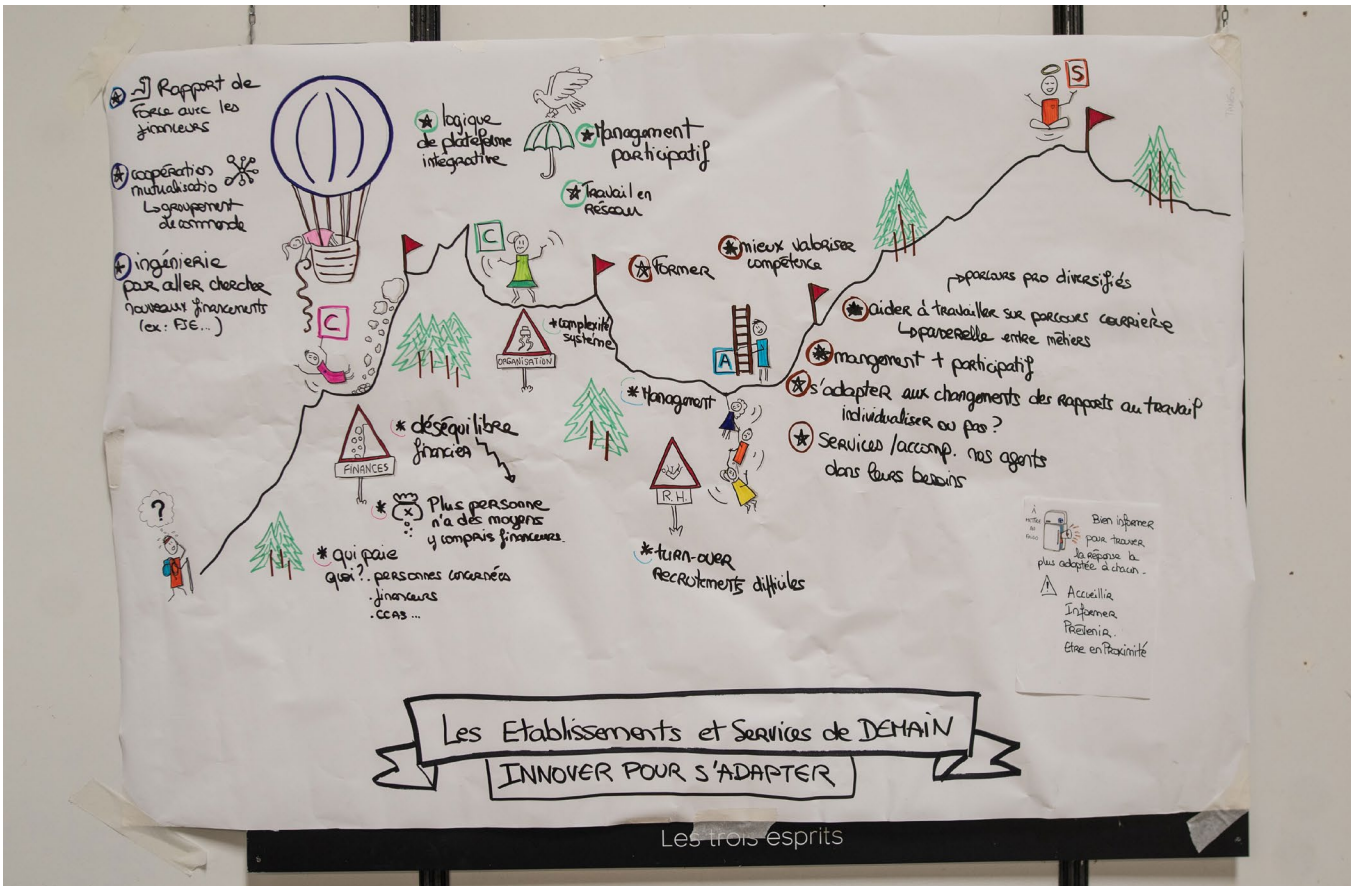
▪ **Égalité, Equité et différenciation territoriale** : Le sujet de la dichotomie entre les arbitrages politiques et les évolutions des besoins est pointé : entre solidarité nationale, assurantiel, reste à charge usager. qui paiera quoi et aura accès à quoi ? Quel socle commun de panier de « prestations/services » garantit aux citoyens sur l'ensemble du territoire et quelle part de différenciation territoriale ? urbain, peri-urbain, ruralité, outre mers.

▪ **Quelles réponses locales se préparent** : innovations et dispositifs de demain

Les témoignages illustrent l'importance de la proximité pour mieux répondre aux besoins et une vision plus systémique de l'adaptation des logements, du pâté de maison, du quartier, de la ville, de mon village, de mon ile… :

Exemples : Le CCAS d'Amiens a ainsi partagé son adaptation en cours de la ville, avec des services d'hyper proximité pour limiter les déplacements non souhaités, et avec une conciergerie sociale. Un collègue de l'ile de la réunion a témoigné du développement de maisons regroupées d'accueillants familiaux dans un esprit « quartier » afin de mutualiser les accompagnements tout en préservant des habitats proches de l'individuel, forte demande de la population.





Illustrations par Natacha GARAY, Chargée de mission UDCCAS 33



UNE NOUVELLE CONVENTION DE RÉCIPROCITÉ ET DE PARTENARIAT ENTRE L'UNCCAS ET L'ACTAS



De gauche à droite :
- Éric SIGNARBIEUX, Délégué Général de l'UNCCAS
- Alain LEJEUNE, Administrateur UNCCAS et Président de l'Udccas 76
- Isabelle VATINEL, Présidente de l'ACTAS
- Brice SAMSON, Vice-président partenariats de l'ACTAS

Le pilotage des politiques locales de solidarité repose sur un binôme composé d'élus et de techniciens, dont la coopération quotidienne est essentielle. Tandis que les premiers sont représentés au plan national par l'UNCCAS, les seconds le sont par l'Association des cadres territoriaux d'action sociale (ACTAS).

Depuis plusieurs années, des collaborations existent entre l'UNCCAS et les cadres de l'ACTAS, que ce soit au sein du conseil d'administration de l'UNCCAS, dans nos groupes de travail et de réflexion, ou encore lors de nos congrès respectifs. Cette année encore, de nombreux sujets relatifs aux fragilités, vulnérabilités et dépendances ont été abordés lors du congrès de l'ACTAS à La Teste-de-Buch, dans l'objectif de prévenir et d'agir. Ces rencontres ont permis de formaliser nos coopérations par une convention de partenariat.

La nouvelle convention signée par l'UNCCAS et l'ACTAS permet, dans un contexte de profondes évolutions sociétales et de transitions majeures, qu'elles soient démographiques ou écologiques, de renforcer les synergies entre ces deux réseaux.

Cette ambition se traduit notamment par une coopération accrue dans le domaine des politiques de solidarité, tant au niveau local que national, au bénéfice des citoyens les plus vulnérables ou en difficulté.

Les objectifs communs des deux parties en matière de politiques locales de solidarité

- **Prendre en compte les spécificités territoriales** (métropoles, grandes villes, milieux ruraux, territoires d'outre-mer…)
- **Valoriser le rôle et la place des collectivités territoriales et des CCAS/CIAS** en matière de politiques de solidarité
- **Interpeller, sensibiliser et alerter les pouvoirs publics** sur les enjeux des politiques locales de solidarité et sur les impacts des décisions prises au niveau national
- **Contribuer à décloisonner les politiques publiques de solidarité** et à développer le partage d'expériences et les échanges de bonnes pratiques
- **Identifier et agir sur les déterminants sociaux, environnementaux et de santé**, en collaboration avec les populations, afin de favoriser le « bien vivre » ensemble
- **Renforcer l'accès aux droits**.

La poursuite de ces objectifs communs repose notamment sur :
- **renforcer l'effectivité du binôme élu-technicien**, chacun dans son rôle et ses compétences (l'élu impulse et arbitre, le technicien apporte son expertise, accompagne l'aide à la décision, assure la mise en œuvre et gère les services ou structures)
- **s'appuyer sur nos complémentarités** pour être force de proposition sur les sujets relatifs aux politiques de solidarité, en métropole et dans les territoires ultra-marins
- **mobiliser des partenaires institutionnels et associatifs** sur des sujets d'intérêt commun et partagé
- **favoriser les rapprochements et les échanges** entre les unions départementales des CCAS/CIAS et les DR.Actas.

www.unccas.org

→ **Découvrez la convention**

NOS AMIs 2024

Remise des prix

Avec le dispositif des AMIs, l'ACTAS et ses partenaires Acceo/Tadeo ; EDF ; le Groupe La Poste et UpCoop (Groupe Up) sont fiers de valoriser les actions des acteurs de proximité qui « vont vers » et s'adressent à celles et ceux qui en sont ou en seront bénéficiaires. Un objectif commun : soutenir l'émergence d'actions ambitieuses, de projets expérimentaux et modélisables en matière d'intervention sociale de proximité. Une édition 2024 riche dans sa diversité, son contenu, et objet d'échanges nourris comme prometteurs. Les dossiers présentés étaient tous de qualité, avec des projets porteurs et inclusifs. Nous remercions l'ensemble des adhérents des structures ayant déposé au total **26 projets** ainsi que les membres du jury qui s'étaient réunis le vendredi 24 mai 2024.

Pour cette édition 2024, 4 thématiques pour 4 dotations de 5 000 € ont été proposées :

- *Sensibiliser, former le personnel à l'accueil du public avec des besoins spécifiques - perte d'autonomie, porteurs de handicap moteur, sensoriel, mental ou psychique, soutenu par **ACCEO-TADEO** pour un montant de 5 000 € ;*
- *Conduire une action de lutte contre la précarité énergétique, soutenu par **EDF** pour un montant de 5 000 € ;*
- *Favoriser, accompagner le bien vieillir à domicile, soutenu par Le **Groupe La Poste** pour un montant de 5 000 € ;*
- *Combattre l'insécurité alimentaire en favorisant une alimentation plus durable, soutenu par **UpCoop (Groupe Up)** pour un montant de 5 000 €.*




Diplôme
Les amis
Diplôme
Les amis
Diplôme
Les amis



Sensibiliser, former le personnel à l'accueil du public avec des besoins spécifiques - perte d'autonomie, porteurs de handicap moteur, sensoriel, mental ou psychique

doté par ACCEO-TADEO, dont le prix a été remis par Jean-Luc MILLIERE, Consultant.

La Communauté d'Agglomération Annonay Rhône Agglo, pour le projet « *Formation Premiers Secours en Santé Mentale agents et partenaires 2024-2026* » dont le prix a été reçu par Séverine VALLOT, DGA Solidarités, Directrice CCAS et CIAS de la Communauté d'Agglomération Annonay Rhône Agglo

Contact dossier :
charlotte.lasnier@annonay.fr

Contexte et descriptif du projet :
Le diagnostic local de santé réalisé en 2017 a fait ressortir les éléments suivants concernant la santé mentale des habitants.
« Les professionnels constatent chez les adultes l'augmentation de la souffrance psychique en lien avec la précarité et l'isolement social : dépressivité, perte d'estime de soi chez les publics défavorisés, les demandeurs d'asile. Ce constat est conforté par les données quantitatives : taux élevés d'ALD et d'hospitalisation pour maladie mentale, consommation importante de psychotropes. »

Après la mise en place du CLS-CLSM en 2022, la première assemblée plénière du conseil local de santé mentale s'est réunie en 2023 avec 70 participants (élus, services de psychiatrie, professionnels du médico-social, aidant, personnes concernées par des problématiques de santé mentale). Différents ateliers thématiques ont été organisés afin d'identifier les ressources et les besoins du territoire sur les thèmes suivants
- Prévention/déstigmatisation et information sur la santé mentale,
- Santé mentale et logement
- Participation des personnes concernées logement

À cette occasion est ressorti la nécessité de former les professionnels partenaires et les agents de la collectivité aux problématiques de santé mentale, et plus spécifiquement aux premiers secours en santé mentale.

Cette formation poursuit quatre objectifs :
- Acquérir des savoirs de base concernant les troubles de santé mentale,
- Mieux appréhender les différents types de crises en santé mentale,
- Développer des compétences relationnelles (écouter sans jugement, rassurer et communiquer une information adaptée),
- Mieux faire face aux comportements agressifs.

Il s'agit donc, dans le cadre du CLS-CLSM d'Annonay Rhône Agglo, d'engager une démarche de déploiement de formations pour la période 2024 - 2026. Le volet interne du déploiement de sera porté par la collectivité, et concerne le projet présenté ; le volet partenaires sera porté par la Caisse d'assurance maladie de l'Ardèche.

Objectifs :
- Doter les agents accueillant ou accompagnant des publics, ayant des besoins spécifiques de connaissances sur les problématiques de santé mentale, et travailler sur des mises en pratique, afin de favoriser l'accès des personnes ayant un handicap psychique aux services de la collectivité et/ou de les orienter vers des structures adaptées
- Doter les agents du service RH et de prévention au travail de connaissances sur les problématiques de santé mentale et travailler sur des mises en pratique afin de favoriser l'inclusion d'agent ayant un handicap psychique au sein de la collectivité et/ou de les orienter vers des structures adaptées
- Doter les encadrants de connaissances sur les problématiques de santé mentale et travailler sur des mises en pratique afin de favoriser l'inclusion d'agent ayant un handicap psychique au sein de la collectivité et de soutenir leurs équipes dans l'accueil et l'accompagnement des publics ayant des besoins spécifiques et/ou de les orienter vers des structures adaptées
- Doter les structures du territoire qui accueillent des publics spécifiques de connaissances sur les problématiques de santé mentale et travailler sur des mises en pratique afin de mieux les accueillir, les accompagner et les orienter vers des structures adaptées

Périmètre et population cible :
Public cible interne :
- Services d'accueil du public : agents du service relation aux usagers (accueil Ville/Mairie/Maison des services publics), agent d'accueil CCAS, agent d'accueil régie de l'eau, agent d'accueil bibliothèque ;
- Service en relation avec du public : régie des transports, service population, service des sports ; Service accueillant accompagnant des publics spécifiques : assistantes sociales CCAS, médiateurs de proximité, animateur jeunesse, référente de parcours PRE, agents de la police municipale ;
- Service ressources humaines : chargé de mission RH, assistante de direction RH, conseillers en prévention, assistants de prévention.

Public cible partenaires : professionnels qui accompagnent notamment des jeunes de 18 à 25 ans
- Structure d'insertion par l'emploi : Mission locale, Département ;
- Structure d'insertion sociale : accueil de jour, centres sociaux, espace de vie sociale, médiation de quartier ;
- Structure d'accompagnement social : CCAS, Département...

Autre partenaire éventuel :
Caisse d'assurance maladie Ardèche sur le volet partenaires
La caisse d'assurance maladie assurera le déploiement et le financement des formations PSSM à destination des partenaires du territoire : Mission locale, accueil de jour, médiation santé, centres sociaux, espace de vie sociale.

Un projet transversal et de santé publique qui a conquis le jury !



Conduire une action de lutte contre la précarité énergétique

doté par EDF, dont le prix a été remis par Nathalie DOUZIECH, Responsable Partenariats nationaux.

Le CCAS de FLERS, le projet « *Bien chez soi en diminuant sa consommation énergétique* », dont le prix a été reçu par Sylvie MALOIZEL, Directrice du CCA
Contact dossier : csuzanne@flers-agglo.fr

Contexte et descriptif du projet :
Selon l'Analyse des Besoins Sociaux réalisée en 2022, 24 % des ménages flériens sont en précarité énergétique et 80 % des logements sociaux sont classés D, E, F et G. Selon les données de l'ADEME, 87 logements du centre-ville sont classés en G. Le taux de pauvreté est quant à lui de 25 %.
Le CCAS a développé en complément du Conseil Départemental des aides financières basées sur un QF et a créé une aide supplémentaire basée sur le reste à vivre. Ainsi au total en 2023, le CCAS a aidé 61 foyers à régler leurs factures d'énergie (électricité et gaz) pour un montant de 8 062 €. Par ce projet, nous souhaitons aller plus loin et aider les personnes à réduire leur consommation.

L'objet du projet est de réaliser au domicile des ménages, des diagnostics énergétiques afin de proposer aux locataires et/ou aux propriétaires des solutions concrètes pour diminuer leur consommation énergétique et donc le montant de leurs factures (électricité et eau).
Le projet se déroule sur deux ans : un an de déploiement et évaluation l'année suivante. En cas de résultats prometteurs, une pérennisation du dispositif est envisagée.

Objectifs :
- Réaliser un diagnostic énergétique à domicile pour faire un état des lieux du logement et des habitudes de consommation ;
- Transmettre les bonnes pratiques pour faire des économies d'énergie ;
- Sensibiliser le propriétaire à l'état énergétique du bâtiment et informer sur les aides financières existantes pour la rénovation (OPAH renouvelée sur la ville) ;
- Calculer la consommation de certains appareils électriques ;
- Aider au financement du remplacement des appareils les plus énergivores ;
- Diminuer la consommation énergétique et gagner en confort.

Périmètre et population cible :
- Les Flériens en situation récurrente d'impayé d'électricité et/ou d'eau au cours des 6 derniers mois et/ou dont la classe énergétique du logement est F ou G ;
- Les Flériens qui déclarent se restreindre au niveau chauffage ou qui utilisent des chauffages d'appoint malgré la présence d'un chauffage central ;
- Nous visons 30 diagnostics auprès de Flériens.

Autres partenaires :
- Conseil Départemental :
  - Financer, dans la limite de 10, le diagnostic au domicile pour les ménages justifiant d'un quotient familial leur permettant de prétendre au FSL ;
  - Orientations des ménages par les travailleurs sociaux.
- Régie des quartiers :
  - Orientation des ménages ayant une dette récurrente auprès d'EDF ;
  - Réalisation du diagnostic au domicile.
- Service Habitat de Flers Agglo
  - Information des propriétaires sur les aides existantes pour la rénovation énergétique des logements dans le cadre des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat (OPAH).
- Service des eaux de Flers Agglo
  - Orientation des ménages ayant des dettes récurrentes ;
  - Aide à la détection des consommations « anormales ».
- Bailleurs sociaux
  - Orientation des locataires ayant d'importantes régularisations de charge.

Un projet fédérateur qui a conquis le jury !



Favoriser, accompagner le bien vieillir à domicile

doté par Le Groupe La Poste, dont le prix a été remis par Adeline GOGE-LEFAIVRE, Directrice Marketing et Développement Secteur Public Local.

le CCAS de CAVAILLON, pour le projet *« Assistance aux démarches numériques à Domicile »*, dont le prix a été reçu par Nelly MERCIER, Directrice du CCAS

Contact dossier :
nellymercier@ccas-cavaillon.fr

Contexte et descriptif du projet :
À l'occasion d'appels téléphoniques de convivialité les agents du CCAS ont constaté qu'un grand nombre de personnes isolées et/ou âgées à domicile étaient dans l'incapacité de réaliser bon nombre de démarches numériques faute de connaissance et/ou de disposer d'outils informatiques. Les travailleurs sociaux du territoire n'effectuent pas ce type de démarches à domicile et les conseillers numériques ne se déplacent pas à domicile.

Les intervenants sociaux et médicosociaux ont des lors constaté un non-recours aux droits avec pour conséquences un repli et un isolement, une aggravation des difficultés financières et une dégradation de la santé par l'augmentation des troubles de santé mentale.

Afin de lutter contre l'isolement et avec pour objectif l'accès aux droits pour tous et la lutte contre l'illectronisme, deux services civiques supervisés par une coordinatrice (agent en charge des actions de convivialité) pourront se rendre à domicile pour établir un contact, rompre l'isolement des personnes isolées et assurer une assistance aux démarches administratives numériques.
Les agents pourront également établir un diagnostic de la situation pour orienter et accompagner au mieux les personnes et leurs aidants dans leurs demandes.
Ce service s'inscrit dans la politique « d'aller-vers » des Cavaillonnais développée par le CCAS, qui intervient déjà à domicile pour les dossiers APA et aides sociale ainsi que l'accompagnement aux démarches de santé via la médiation santé.
Le choix du recrutement de services civiques renforce la volonté de favoriser le lien intergénérationnel de cette action.
Il est prévu que l'action soit pérenne pour répondre aux besoins des Cavaillonnais isolés et âgés.

Objectifs poursuivis :
- Participer au développement d'une offre cohérente, coordonnée et complémentaire d'accompagnement au numérique sur le territoire ;
- Favoriser l'accès aux droits et lutter contre le non-recours et l'illectronisme, en accompagnant les personnes âgées dans leurs démarches quotidiennes en particulier les démarches dématérialisées ;
- Favoriser le lien intergénérationnel.

Périmètre et population cible :
Les personnes âgées et/ou handicapées isolées

Autres partenaires au projet :
Partenaire financeur : État *via* l'Association SC2S (Service Civique Solidarité Sénior) pour le recrutement et la formation des services civiques ;
Partenaires prescripteurs : services municipaux en contact avec le public, centres sociaux, associations caritatives, Centre de Ressource Territorial, Service personnes âgées/handicapées du département de Vaucluse, CPTS, Dispositif d'appui et d'Accompagnement, Foyers d'animation, Caisses de retraite, Organismes d'aides à domicile ;
Experts : conseillers numériques médiathèque et centre social, France service, travailleurs sociaux.

Un projet proximité et d'inclusion qui a conquis le jury !



Combattre l'insécurité alimentaire en favorisant une alimentation plus durable

doté par UoCoop (Groupe Up), dont le prix a été remis par Stéphane PATUREAU, Ingénieur des programmes publics et sociaux.

le CCAS d'AMIENS, pour le projet « *Les Ambassadeurs d'une bonne alimentation* », dont le prix a été reçu par Catherine GIRARD, Directrice de la Cohésion Sociale et du CCAS d'Amiens, Richard BRUNET, Chef unité Actions Collectives CCAS d'Amiens et Christelle BRIATTE, Cheffe de service Cohésion Sociale

Contact dossier :
r.brunet@amiens-metropole.com

Contexte et descriptif du projet :

À Amiens, ville de 133 000 habitants, 32 000 personnes (soit 24% de la population contre 14 % en France) vivent en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins de 1 100 € par mois. 4 000 de plus ont un niveau de vie d'environ 1 300 € mensuels. La Ville compte par ailleurs 25,6 % de familles monoparentales alors que la moyenne nationale n'affiche que 16,1 %. Autant de foyers qui subissent frontalement l'inflation : entre 2020 et 20221 le coût des denrées alimentaires a augmenté de 16 % et celui du gaz et du carburant de 47,4 %.

Par ailleurs les aspects liés à la santé des Amiénois sont aussi prépondérants. En effet, pour exemple une étude de l'Inserm confirme que la région Hauts-de-France est la plus touchée par l'obésité (22,1 % contre 17 % au niveau national).

Dans ce contexte, la ville d'Amiens et son CCAS ont mis en place différentes actions visant à favoriser l'autonomie alimentaire et une meilleure santé pour cette population fragile

- Plantation de 1 000 arbres fruitiers en libre accès ;
- Mise en place de cueillettes et de glanages solidaires (20 tonnes de légumes récoltés et/ou glanés en 2023) ;
- Projet en cours de création d'une conserverie sociale afin de garantir l'anti-gaspillage lors de pique de production ;
- Mise en place d'atelier culinaire sur les bienfaits d'une alimentation saine et équilibrée.

Si les actions de cueillettes solidaires mises en œuvre dans le cadre de la lutte contre la précarité alimentaire à destination des amiénois relèvent déjà de différents dispositifs, l'idée a germé d'impliquer fortement et durablement les personnes en situations de fragilité en les faisant devenir des ambassadeurs formés d'une alimentation saine et durable

L'articulation du projet s'organisera autour de l'implication des bénévoles dans les cueillettes, les glanages et les redistributions d'une part, et d'une formation d'ambassadeurs d'une alimentation saine et durable, sachant transmettre et démultiplier ces actions d'autre part.

En complément, il s'agira également de :

- Les former aux méthodes HACCP ;
- Travailler avec eux sur les saisonnalités, sur l'équilibre alimentaire et l'anti gaspi ;
- Valoriser et reconnaitre leurs compétences sur ces sujets par des validations d'acquis d'expérience, pouvant déboucher aussi sur de l'insertion sociale et professionnelle et la remise d'un diplôme.

Objectifs :

- Développer la formation de bénévoles, « ambassadeurs d'une alimentation saine et durable » ;
- Rendre accessible les produits locaux auprès de publics précaires ;
- Développer la cueillette et la distribution de paniers de fruits et légumes avec les personnes les plus fragiles et valoriser la fonction de bénévole de façon à rendre les bénéficiaires acteurs de leur alimentation ;
- Lutter contre le gaspillage alimentaire, et faire des bénéficiaires des ambassadeurs de la lutte contre le gaspillage alimentaire (territoire zéro déchets) et la lutte contre la précarité alimentaire en encourageant les solidarités locales autour du glanage, de la cueillette et de la redistribution ;
- Limiter le gaspillage en les impliquant dans la récupération des invendus des agriculteurs ;
- Les associer dans les campagnes de dons des fruits et légumes aux structures de distribution alimentaire dans les zones prioritaires QPV, (Banque alimentaire, restaurant du cœur, Secours populaire) ;
- Les impliquer dans les lieux de distribution en proximité et les manières de distribuer (Paniers Solidaires, Frigos Partagés, solidarité locale autour du glanage, de la cueillette et de la redistribution) ;
- Les faire participer aux ateliers santé/alimentation.

Périmètre et population cible :

Former une centaine d'ambassadeurs pour aller au-devant des 32 000 personnes en situation de précarité, les plus isolés (personnes seules et familles isolées) vivant en dessous du seuil de pauvreté (1 100 €/mois) et 200€ au-dessus de ce seuil soit 36 000 personnes concernées au total.

Autres partenaires éventuels :

- Les Centres Sociaux et Espaces de Vie Sociale de la Ville d'Amiens (partenaire opérationnel) Les associations à vocation sociale (partenaire opérationnel) ;
- Les mairies de secteur et les conseillers sociaux de ces mairies (partenaire opérationnel) La Chambre d'agriculture (expert) ;
- Plateforme Appro'local (partenaire opérationnel maraicher) ;
- Projet Alimentaire Territoriale (expert).

Un projet engagé et durable qui a conquis le jury !

Coup de cœur des AMIs 2024

Comme chaque année, le jury a souhaité remettre un prix symbolique coup de cœur pour un projet, prouvant une fois de plus toute la qualité des actions menées par nos adhérents ! Ce prix spécial vise à mettre en lumière un projet particulièrement solidaire

C'est le **CCAS de BREST** pour son projet AMI « *Favoriser l'accès à l'alimentation de qualité des familles mises à l'abri à l'hôtel* » qui a été distingué, dont le prix a été reçu par Frédéric MESNARD, Directeur de l'action social et du CCAS

Contact dossier :
elodie.cornec@ccas-brest.fr

Contexte et descriptif du projet :
La ville de Brest a mené en 2022 une première nuit de la solidarité pour mieux comprendre la situation du sans-abrisme sur la ville, le parcours et les besoins des personnes concernées.
495 personnes étaient sans domicile à Brest le 20 janvier 2022 dont 194 personnes mises à l'abri en structures d'hébergement d'urgence. Parmi les 194 personnes, 44% étaient des mineurs accompagnés d'au moins un parent. Le questionnaire diffusé auprès des personnes dans le cadre de cette nuit de la solidarité a permis de soulever un besoin concernant l'accès à des repas chauds le soir pour les familles mises à l'abri. La mise à l'abri s'organise à partir de l'offre hôtelière. Or, il n'est pas possible pour les familles d'y cuisiner. Les familles ont le plus souvent accès à un micro-onde et un frigidaire mais ne peuvent pas élaborer de repas.
Le projet vise à expérimenter la mise en œuvre de deux réponses à ce besoin
- Une réponse d'urgence qui permette aux familles qui arrivent et ont une proposition de mise à l'abri d'avoir accès le soir même et dans les jours qui suivent à des repas de qualité livrés dans les hôtels,
- Une réponse mobilisable ensuite lorsque la mise à l'abri se prolonge afin de mettre à disposition les cuisines des centres sociaux en proximité de l'hôtel et permettre aux familles de cuisiner les denrées reçues via les associations de l'aide alimentaire et ainsi rapporter les plats confectionnés à l'hôtel.

Objectifs du projet :
- Permettre l'accès à une alimentation de qualité pour les familles qui sont mises à l'abri et l'hébergement à l'hôtel ;
- Répondre à l'urgence alimentaire des familles et enfants ;
- Proposer la livraison de repas de qualité dans le cadre d'une réponse de court terme à un besoin alimentaire immédiat ;
- Permettre aux familles de cuisiner dans un lieu adapté et en proximité de l'hôtel ;
- Permettre aux familles de fréquenter un équipement de quartier et de s'inscrire dans la vie sociale de ces équipements de proximité.

Périmètre et population cible :
Les familles, enfants et personnes vulnérables bénéficiant d'une mise à l'abri d'urgence et ayant eu une rupture dans leur parcours de vie (rupture familiale, exil, ...).

Autres partenaires :
- Le service de portage de repas à domicile du CCAS de Brest.
- Les centres sociaux brestois : Centre social de Pen ar Créac'h ; Centre social de Kerangoff ; Centre social Horizon ; Centre social de Kerourien et Patronage Laïque du Pilier rouge

Un projet créatif, collectif et solidaire qui a conquis les cœurs !

INFO : reconduction du dispositif en 2025 ; Vous pourrez bientôt candidater et devenir un nouvel AMI de l'ACTAS et de ses partenaires !


Le Réseau des Cadres Territoriaux de l'Action Sociale présente
47ES RENCONTRES DE L'ACTAS
Fragilités, vulnérabilités, dépendances : prévenir et agir
12>14
JUIN 2024
La Teste de Buch
actas
VILLE DE LA TESTE DE BUCH
L'ACTAS REMERCIE SES PARTENAIRES
ANJT
ASSOCIATION NATIONALE DES JURISTES TERRITORIAUX
GMF



TABLE RONDE

Repérer et intervenir sur les VIF, de l'intérêt d'une réponse coordonnée

RETROUVEZ LA TABLE RONDE EN PODCAST

De gauche à droite

Marie GERVAIS
Autrice et intervenante sur les violences faites aux femmes

Blandine GAUTIER
Psychologue clinicienne spécialisée adolescence et psychotraumatologie (Point Écoute / Maison de l'Adolescent), Membre du Réseau VIF Champigny-sur-Marne

Sonia BENBELAID
Majore de Gendarmerie, Commandant la M2PF 33

Le Grenelle de 2019 puis les confinements Covid ont renforcé la prise de conscience des violences subies au sein de la sphère privée (intrafamiliales, conjugales).
Si de nombreux dispositifs et outils étaient déjà en œuvre, ils se sont dès lors diffusés, consolidés et généralisés au sein des territoires (3919, Violentomètre, etc.). D'autres ont vu et voient le jour dans cette dynamique de renforcement du repérage et du développement des interventions au bénéfice des victimes et de leur prise en charge (Maison de protection des familles, aide financière aux victimes...).

La parole se libère, la protection des victimes se renforce progressivement. Pour autant, la route est encore longue et la vigilance de rigueur afin de poursuivre la dynamique engagée et ouvrir de nouveaux champs d'intervention comme de nouveaux espaces de protection.

Dès lors, comment articuler les acteurs engagés pour un meilleur repérage et intensifier la prise en charge des victimes de Violences IntraFamiliales ?

Pour être efficace et efficient, la mutualisation des actions et dispositifs apparaît désormais comme une nécessité qui requiert une réponse coordonnée en proximité et sur les territoires (services sociaux et médico-sociaux, forces de l'ordre, sécurité civile et volet judiciaire), au sein de laquelle les collectivités s'engagent au présent et pour l'avenir.



Marie GERVAIS
Autrice et intervenante sur les violences faites aux femmes

« J'aspire à ce que mon témoignage en tant que femme victime de violence permette de mieux comprendre les victimes et de démontrer la montée crescendo de cette situation au sein d'un couple, passant par toutes les formes de violence, verbales, psychologiques et physiques.

En effet, les violences que j'ai vécu à l'âge de 16 ans, avec mon 1er petit ami, ont été le reflet d'une manipulation amenant à une perte de confiance en soi, à des doutes, à de l'humiliation et à de l'isolement. Ces violences psychologiques, car cela commence très souvent par cela, si subtiles au départ ne prêtaient pas intérêt, puis elles sont devenus plus fréquentes.

Puis est venue l'ambivalence des discours et des comportements de mon petit ami de l'époque entre le fait d'être la plus belle et la plus désirable et dans la minute qui suivait, la plus détestable et une « bonne à rien » qui a été très destructeur pour moi et très perturbant.

Après un mois et demi, j'ai subi ma première agression sexuelle lors de notre premier rapport que je n'avais ni désirée, ni souhaitée, mais face à son insistance, j'ai fini par céder, il a donc obtenu se rapport par coercition. Et deux mois après, la première gifle, geste qui m'a profondément affecté notamment par rapport à la douleur physique, mais surtout parce que je ne comprenais pas la cause.

En deux ans seulement, avant mes 18 ans, j'avais donc vécu toutes les formes de violence. Cela m'a amené à me faire souffrir moi-même en me scarifiant par exemple. Cette conséquence est très courante chez les adolescents, notamment les filles, elle répond à ces souffrances si intenses, et leur permet d'accepter et de relativiser les douleurs physiques par un « SOULAGEMENT » immédiat.

J'ai à l'issue de tout cela fait des tentatives de suicide, même si la prise de conscience face à ces actes est intervenue que bien plus tard (18 années après) lorsque j'ai pu les exprimer. Un mot, un souhait... « je veux juste que ça s'arrête... ». Cette phrase si vous l'entendait, il ne faut surtout pas la prendre à la légère, elle revient beaucoup dans la parole des victimes. Elle témoigne d'un désespoir profond et d'un besoins d'échapper à la situation que l'on ne maîtrise pas ou plus.

L'augmentation de la fréquence de ces vio-

> Je souhaite éclairer les futurs professionnels ou les professionnels confirmés sur l'importance de comprendre la reconstruction, sa temporalité et le fait que ce parcours soit chaotique et tout sauf linéaire.

lences s'est fait progressivement, en cachette des autres bien sûr, la vie devait continuer comme si de rien n'était... Ne pas montrer, ne pas crier, ne pas pleurer, faire semblant. Tout cela n'aide pas l'entourage à mesurer cette souffrance.
J'ai évoqué tout cela dans mon ouvrage « Il me tue, cet amour » publié aux éditions Florent Massot. Ce livre retrace mon parcours « violenté » mais surtout et surtout, ma reconstruction.
Aujourd'hui, je me suis reconstruite, néanmoins, j'ai toujours comme un fil élastique dans le dos qui quelques fois me ramène à cette période, même 22 ans après. Je peux témoigner aujourd'hui car ce sujet n'est plus émotionnel pour moi, je peux parler librement et surtout permettre de démontrer une autre forme de violence, peu abordée, chez les jeunes et plus psychologique que physique. Je souhaite éclairer les futurs professionnels ou les professionnels confirmés sur l'importance de comprendre la reconstruction, sa temporalité et le fait que ce parcours soit chaotique et tout sauf linéaire.

Ce témoignage est très important pour permettre de mieux comprendre ce qui se passe dans la tête et dans le cœur des victimes le traumatisme vicariant est très présent chez les professionnel qui travaillent avec des violences intrafamiliales. Ce témoignage est utilisé lors de groupes de travail de professionnels notamment.
Ce témoignage permet aussi de combattre les représentations et surtout la nécessaire protection, la prise en charge et l'accompagnement des victimes et du bourreau (qui peut être un homme comme une femme d'ailleurs).



J'interviens beaucoup auprès des collégiens et lycéens, ainsi que de leurs parents afin de sensibiliser sur les violences dans les couples adolescents qui sont plus répandus qu'on ne le pense. Mon témoignage et mon livre notamment ont aussi permis à beaucoup de victimes de se reconnaître.
Je tiens à être accueillie et reconnue en qualité d'ancienne victime, d'une part pour démontrer que l'on peut s'en sortir, se reconstruire et surtout être intégrée aux débats au même niveau que les professionnels. Ce n'est pas parce que l'on est sorti de la relation toxique que l'on est sorti de l'emprise, le temps est long.
Le dépôt de plainte n'était pas courant en 2002, il faut faire attention à l'injonction de porter plainte imposé aux victimes. Le dépôt de plainte est impossible quand on ne croit pas à sa propre parole, il faut trouver le bon « écoutant » qui ne remettra pas notre parole en doute. Pour ma part ce sont mes parents qui m'ont aidé.
En effet, la reconstruction s'accompagne, il faut absolument être aidé à sortir de la honte, de la culpabilité et ne pas être infantilisé en tant que victimes. L'importance de la parole est primordiale pour entamer ce travail de reconstruction, aujourd'hui la libération de cette parole est un peu moins tabou, néanmoins, l'écoute des victimes doit absolument être travaillée. Enfin il faut aider à se détacher de cette posture de victime, la personne doit être considérée dans son entièreté de ***personne en sa qualité de femme ou d'homme****.*

Marie GERVAIS

Blandine GAUTIER
Psychologue clinicienne spécialisée adolescence et psychotraumatologie (Point Écoute / Maison de l'Adolescent), Membre du Réseau VIF Champigny-sur-Marne



Psychologue, thérapeute familiale systémicienne et spécialisée en psycho traumatisme, je travaille depuis 25 ans au sein d'une association qui œuvre à la prise en charge des victimes de violences intrafamiliales en région parisienne, dans le Val de Marne[1]. À ce titre j'ai participé à la construction d'un réseau de professionnels luttant contre les violences intrafamiliales il y a 20 ans à Champigny-sur-Marne et je suis aujourd'hui membre de 5 réseaux sur notre territoire.

En 1997, le service des Droits des femmes et de l'Egalité commandite une enquête nationale sur les violences envers les femmes, l'ENVEFF[2]. Les résultats publiés en 2003 sont éloquents ; ils mettent à jour l'ampleur du phénomène et notamment des réalités sous-jacentes bien différentes des idées reçues. Les violences commises sont multiples formant un continuum, tous les milieux socioéconomiques sont impactés, elles sont perpétrées au sein des sphères privées comme publiques. En France la problématique n'est pas nouvelle, elle est bien connue des acteurs sociaux, médicaux, juridiques et des forces de l'ordre mais elle était jusqu'alors confinée à la sphère de l'intime. Est soulevé parallèlement l'absence de réponse adaptée tant la thématique des violences se trouve à la croisée de plusieurs secteurs (social au travers du logement, juridique, médical, psychologique).

Progressivement l'omerta est levée et la problématique privée devient un objet de société puis un objet de politiques publiques.
Plusieurs plans triennaux se succèdent et préconisent notamment une concordance des réponses apportées.
Dans la même lignée, en 2006, l'étude de l'ODAS, évalue à 11 % le nombre d'enfants signalés en danger suite à des violences conjugales[3]. Cette étude met l'accent sur l'importance d'une coordination entre les acteurs, coordination renforcée par la loi du 5 mars 2007 sur la protection de l'enfance.

L'origine du réseau local de Champigny sur Marne

Dans cette mouvance la municipalité de Champigny-sur-Marne s'intéresse à ce phénomène dès les années 2000. Elle organise un groupe de travail pluri-institutionnel

(1) Point Ecoute Champigny, association loi 1901
(2) Enquête Nationale sur les Violences Envers les Femmes en France métropolitaine
(3) Observatoire National de l'Action Sociale Décentralisée, in La Lettre de l'ODAS, nov. 2007, Protection de l'enfance, une plus grande vulnérabilité des familles, une meilleure coordination des acteurs

dans le cadre de son Observatoire municipal de la sécurité et de la prévention de la délinquance qui émanait du contrat local de sécurité.
« Le constat avait été effectivement fait à ce moment-là que ce thème transversal concernait directement un certain nombre de participants de l'Observatoire, qu'il était important de coopérer sur cette problématique. »(4)
A l'origine il y avait un groupe de travail réuni au sein d'une instance officielle et animé par la mairie de Champigny. Ce groupe a évolué progressivement en un groupe de partenaires partageant une problématique commune puis en un réseau local de lutte contre les violences intrafamiliales visant un objectif commun.

Du travail partenarial au travail de réseau : qu'est-ce qui caractérise notre action de « travail en réseau » plutôt que de « travail partenarial » ?

Ce qui a été particulièrement fédérateur a été la constitution du réseau. Le réseau a pris naissance lors d'une formation de cinq jours, organisée avec l'ensemble des professionnels intervenant sur le territoire afin de constituer un groupe cohérent d'acteurs autour de la problématique des violences. L'intérêt était de partir d'un socle commun de connaissances pour acquérir, non pas une pensée unique, mais une culture commune. Dès lors nous n'étions alors plus des partenaires les uns à côté des autres mais un ensemble cohérent visant un seul et même objectif : **l'amélioration de la chaîne de prise en charge** sociale, juridique, médical et psychologique des situations de violences intrafamiliales.

Au fil de nos rencontres, nous avons appris à connaitre les différentes institutions, leurs missions, leurs limites, les pratiques de chacun pour mieux articuler nos interventions. Le réseau est devenu un « vivier de ressources » ; informations, savoirs et compétences dans lequel chacun puisait pour articuler la prise en charge des situations.
Nous nous réunissions régulièrement pour décortiquer l'actualité de chacun, l'actualité locale et nationale. Ces temps de discussions étaient autant d'apports en informations que d'apports en formation des membres et de temps d'échanges sur des situations complexes.

Guy Pelletier(5) (professeur émérite ayant étudié le travail partenarial) indique combien l'échange avec les partenaires peut être un moment propice pour **travailler les représentations réciproques et expliciter les conceptions et éléments d'une culture professionnelle**.
Ces temps d'échanges étaient l'occasion de se présenter, de décrire notre travail, nos positionnements mais aussi de s'interpeller, de confronter nos représentations.
C'est dans nos interactions que nous faisions vivre le réseau, dans la mise en commun de nos savoirs, de nos savoir-être et de nos savoir-faire ; partager et faire progresser les pratiques de chacun des membres du réseau, rendre possible l'enrichissement des uns par les autres.

Décloisonner les pratiques pour favoriser les prises en charges

Plus que pour toute autre problématique, les violences intrafamiliales touchent des champs d'actions et de compétences disparates : social, médical, juridique. La difficulté face à cette multiplicité d'intervenants est d'apporter une réponse coordonnée.
Les professionnels opérationnels dans cette problématique ont des pratiques diverses avec des missions et des logiques d'actions différentes, des positionnements tirés de perspectives culturelles qui ne convergent pas forcément. Les uns à côté des autres cela devenait un vrai dédale pour les victimes, déjà très fragilisées. Leur parcours était confus, semé d'embuches, allant même jusqu'à des orientations antagonistes.
La coordination des acteurs évite l'enchevêtrement des dispositifs et favorise la lisibilité du parcours.
Chacun a son schéma d'action ; par exemple, pour certains il est indispensable de passer par la 1re étape « commissariat » pour porter plainte, mais bon nombre de victimes n'est pas préparé à cette étape. Elles ont des mécanismes de défense qui les amènent à minimiser les violences vécues et à ne pas les identifier. Le passage préalable vers des partenaires qui vont leur permettre de reconnaitre les violences, de les nommer, est très précieux et constitue un gain de temps et d'énergie tant pour la victime que pour les professionnels.



Grâce à notre constitution en réseau nous avons acquis une connaissance fine de chaque partenaire (ses missions, ses limites et son fonctionnement) ce qui permet en fonction des besoins de la personne de l'orienter au mieux et d'articuler notre accompagnement. (carte de soutien)
Décloisonner les pratiques c'est supprimer les barrières qui empêchent de communiquer dans la relation ; la peur du jugement, de l'empiètement du partenaire sur nos missions.
Selon G. Le Boterf(6), sociologue expert dans le travail en réseau, **la qualité des relations dépend largement du climat de confiance et de réciprocité qui règne au sein du réseau**. (Une dégradation de ce climat de confiance et de réciprocité représenterait un risque de déclin voire de disparition du réseau).
C'est tout à fait l'état d'esprit de notre réseau ; la complémentarité et l'articulation.
Le travail en réseau est un tissage individualisé autour de chaque situation. Ce n'est pas un protocole de partenariat, c'est une co-construction.

L'intervention coordonnée des différents acteurs favorise la **cohérence** et la **conti-**

(4) Témoignage d'un membre du réseau, in Réseau local violences familiales de Champigny-sur-Marne, Evaluation du fonctionnement : questionner une dynamique. Etsup, 2008
(5) Guy Pelletier, « Le Partenariat : Du discours à l'action », in Revues des Echanges, volume 14, n°3, Dossier Education et Partenariat, septembre 1997, Montréal, Québec.

> Le travail en réseau est un tissage individualisé autour de chaque situation. Ce n'est pas un protocole de partenariat, c'est une co-construction.

nuité d'un accompagnement global individualisé. La continuité dans la prise en charge est essentielle d'autant plus qu'il s'agit d'un public qui a un rapport au temps discontinu du fait du cycle de la violence.

G. Le Boterf développe particulièrement les conditions d'efficience d'un réseau, en insistant sur la nécessaire cohérence entre ces différentes conditions. **Le savoir coopérer, le pouvoir coopérer et le vouloir coopérer** sont les trois thèmes regroupant ses conditions de réussite.

Très vite au sein de notre réseau s'est imposée la nécessité de confronter nos points de vue sur des situations complexes. Nous avons alors contractualisé ces échanges par l'élaboration d'une charte de confidentialité afin de préserver l'anonymat des personnes et d'organiser nos discussions dans le respect du secret partagé. Ces réunions émanaient d'une demande d'un membre du réseau qui souhaitait présenter une situation difficile afin de recueillir l'analyse des différents acteurs de la prise en charge. (La charte est aujourd'hui citée en exemple sur le site du Centre Hubertine Auclert).
Le travail en réseau ne se limite pas au fait de communiquer ou d'échanger. Il s'agit d'une « coopération » et non d'une juxtaposition de professionnels ou de services. Cela implique beaucoup de rencontres, de mise en commun mais aussi des **projets communs**.

La **prévention des violences intrafamiliales**, là, prend tout son sens, car mener des actions ensemble, les penser, les organiser et les vivre, nous rapprochent. C'est le « **pouvoir coopérer** ».
Nous organisions tout au long de l'année plusieurs types d'actions collectives qui n'étaient pas au service d'un professionnel ou d'une institution mais au service d'une **mission collective**, celle du réseau. Par exemple la prévention des relations filles-garçons, la prévention des violences et de leur impact sur les enfants au travers de concours d'affiches exposé dans les services publics, d'actions de sensibilisation, de participation à des initiatives locales…
Dans ce cadre nous sommes ce que le sociologue Guy Le Boterf appelle « une conjugaison de compétences et une mise en œuvre d'une **intelligence collective** ».
Ainsi « Le réseau se constitue comme un **acteur collectif**. »

(6) Guy Le Boterf, « Travailler en réseau, Partager et capitaliser les pratiques professionnelles », Éditions d'organisation, 2004

L'espace ressources pour animer votre observatoire | hublot
hublot.lecompas.fr



Gagnez du temps
les données utiles à l'Analyse des besoins sociaux sont ici



Restez en veille
bénéficiez de notes personnalisées sur les dynamiques de vos territoires



Consolidez vos analyses
contextualisez vos projets, aidez à la décision

Disposez de
documents clés en main



Hublot vous ouvre l'expertise du Compas !

compas

www.lecompas.fr
contact@compas-tis.com
02 51 80 69 80
@compas

Comment et pourquoi notre réseau fonctionne et perdure ?

Parce que nous avons su **le faire évoluer** au fil du temps en fonction des besoins ressentis, par exemple nous avons (ré)**organisé** le réseau en dissociant un comité de pilotage, organe opérationnel, force de propositions, des commissions plénières, instance de réflexion et de décisions composées de tous les membres du réseau.

Les réseaux qui fonctionnent sont les réseaux qui se saisissent de l'actualité, qui **rebondissent**, qui **innovent**, qui renouvellent ses membres. (Exemple : accueil des professionnels arrivants)

Ce sont aussi les réseaux qui se questionnent sur leur fonctionnement, leur organisation, leur essence dans l'accompagnement des situations. C'est une **fonction d'autorégulation** forte assurée notamment par la présence de certains membres «les anciens ».

Certes **l'appui technique** est indispensable. Le portage du réseau par une institution territoriale me semble indispensable, à condition que ce portage ne devienne pas une instance de décisions car dans ce cas cela retire toute intelligence collective au réseau.

Les écueils

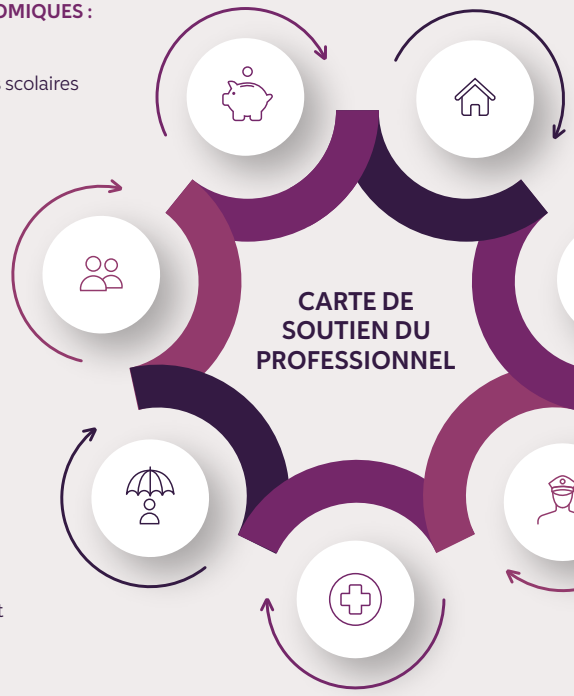
Travailler sur les violences intrafamiliales est un **engagement**, bien loin de la « neutralité bienveillante » mais dans le dévoilement et la reconnaissance des violences. De la même manière, travailler au sein d'un réseau est un engagement, une démarche pro-active.

Ce qui importe est l'ancrage des institutions dans le réseau. **C'est l'institution qui s'inscrit dans le réseau mais c'est le partenaire, le professionnel qui y est engagé** ; c'est-à-dire son engagement à être présent, à y participer. Il n'est pas intéressant d'avoir des partenaires qui n'ont pas une participation régulière ou, par exemple, qui assiste passivement mais ne participent pas activement aux échanges. Nous avons besoin de faire lien.

Cette inscription est nominative. C'est Mme X avec qui on a échangé et que l'on a appris à connaitre. De fait le principal écueil est le turn over des professionnels qui oblige à re-tisser les liens pour une mise en confiance.

Je terminerai mon propos en évoquant la dernière période du réseau, la plus récente. Il y a eu un changement majeur sur la ville de Champigny-sur-Marne avec, il y a 4 ans, un changement d'orientation politique de la municipalité et la période de Covid avec son confinement. Ceci a amené une volonté politique de faire table rase des anciennes pratiques et de donner un nouveau souffle au réseau. Notre groupe se recrée avec de nouveaux visages et des anciens qui continuent leur travail de liaison. Nous devons retrouver un équilibre, difficile à trouver, reprendre confiance. Grâce à notre savoir-faire, nous nous reconstruisons.

RÉSEAU LOCAL DE LUTTE CONTRE LES VIOLENCES INTRA-FAMILIALES CHAMPIGNY-SUR-MARNE



POUR DES PROBLÈMES SOCIAUX OU ÉCONOMIQUES :
- EDS
- CCAS
- Assistantes Sociales scolaires
- CAF

POUR DES PROBLÈMES DE LOGEMENT OU D'HÉBERGEMENT :
- 115
- EDS
- CCAS
- Tremplin 94
- Service Municipal du Logement

POUR UN ACCOMPAGNEMENT SPÉCIALISÉ :
- Femmes Relais Médiatrices
- Tremplin 94

POUR DES PROBLÈMES JURIDIQUES :
- MJD
- CIDFF

POUR UNE PRISE EN CHARGE PSYCHOLOGIQUE ADAPTÉE :
- Point Écoute
- Psychologue de la CAF
- Psychologue du Commissariat

POUR DES PROBLÈMES DE DANGER, DE MISE EN PROTECTION/DE SÉCURITÉ :
- Commissariat
- MJD
- CIDFF

POUR DES PROBLÈMES DE SANTÉ :
- CMS
- PMI
- CSS

Sonia BENBELAID
Majore de Gendarmerie,
Commandant la M2PF 33



À la M2PF, nous sommes spécialisés dans le recueil de la parole des victimes, qu'il s'agisse d'enfants, d'adultes protégés par la loi (sous tutelle ou curatelle) ou de personnes porteuses de handicap.

Je rejoins les propos de Marie GERVAIS, en effet, les violences conjugales commencent rarement par des violences physiques et ne concernent pas principalement les couples déjà bien établis, ce n'est pas non plus une question d'âge.

Il est primordial que la protection, la prise en charge et l'accompagnement soient mis en place. Tout d'abord, pour les victimes bien sûr, mais aussi pour les agresseurs.

La protection doit être mise en corrélation avec la prévention. La Maison de Prévention et de Protection des Familles de la Gironde (M2PF33) est tout d'abord un lieu d'écoute pour les victimes mais aussi un outil intégré à un maillage territorial facilitant le travail en réseau et la coordination des acteurs. Nos missions s'articulent autour de la ***prévention****, la* ***sensibilisation****, la* ***formation*** *et la* ***protection****. En matière de sensibilisation et de formation, nous intervenons auprès des parents, premiers éducateurs de leurs enfants, mais aussi auprès des futurs professionnels ou des professionnels confirmés tous corps de métiers confondus (magistrats, gendarmes, médecins, para-médicaux...)*

L'objectif est de leur présenter les différents maillons de la chaîne de protection (médicale, pénale, juridique, etc).

La gendarmerie est aujourd'hui formée aux VIF. En ce qui concerne la protection, le recueil de la parole des victimes et des témoins est considéré.

Depuis 2011, la Convention d'Istanbul que la France a ratifiée, reconnaît qu'un enfant témoin de violences conjugales doit être considéré et pris en charge comme une victime. Les neurosciences d'ailleurs démontrent clairement que les femmes enceintes, subissant des violences, transmettent des montées de cortisol à leur fœtus. Plus les enfants sont jeunes, plus les conséquences de ces violences sont délétères sur leur santé. Il est donc crucial, dès le plus jeune âge, de se concentrer sur la prévention des jeunes, la formation des professionnels et la protection post-infraction.



Les 2 forces de sécurité que sont la Police national et la Gendarmerie (en fonction des tailles des territoires), assurent la protection, notamment au travers des auditions.
En Gironde, des cellules spécialisées dans les violences intrafamiliales existent, elles sont appelées CAPE (Cellule pour l'Accueil et la Prise en charge des personnes et de l'Enfance), ces dispositifs existent sous d'autres appellations dans de nombreux départements.

Il faut savoir qu'un enfant exposé aux violences est un enfant maltraité. Dans 30 % des cas, les enfants sont les victimes directes de ces violences, dans 60 % des cas, ils sont mis à l'écart mais néanmoins se trouvent profondément affectés par cet environnement violent.

Les enfants qui sont de véritables « éponges » se trouvent lourdement traumatisés par ces sévices, qui plus est lorsqu'ils ne les expriment pas verbalement. Les effets post traumatiques sont énormes, les enfants qui grandissent dans cet environnement mettront du temps à se reconstruire, un temps qui sera propre à chacune des victimes et qui ne sera pas le même que celui de la justice notamment. Il est toutefois nécessaire, pour commencer à se reconstruire, à admettre les faits, à en parler et à accepter cette reconstruction.
La symptomatologie des enfants maltraités et similaire à celle des enfants victimes de violences sexuelles. Face à ces problèmes de santé publique et de sécurité, il faut absolument, en qualité de professionnels, être attentif aux signaux d'alerte, d'où l'indispensable partenariat police, gendarmerie, justice, médical et social.

Un symptôme isolé ne signifie pas forcément qu'un enfant a été victime, mais des points de convergence doivent nous alerter sur les difficultés que ces enfants vivent. Ils peuvent être aux prises avec des conflits intrapsychiques, des conflits de loyauté, des problématiques scolaires, psychosociales et interpersonnelles.
En notre qualité de professionnel, lorsque nous avons des inquiétudes ou recevons des confidences, nous sommes responsables, une fois informés, nous devons nous mobiliser, parler, écrire et solliciter les acteurs concernés.
Comme tous citoyen nous nous devons de de signaler une information préoccupante (IP) à la cellule de recueil des informations préoccupantes de notre département. Si le danger semble grave et immédiat, le signalement doit se faire auprès du procureur de la République.
Pour les adultes, un médecin peut, sans l'autorisation de la victime, lancer un signalement si des enfants sont présents à la maison ou si la victime est incapable de se protéger. Le médecin peut lever le secret professionnel

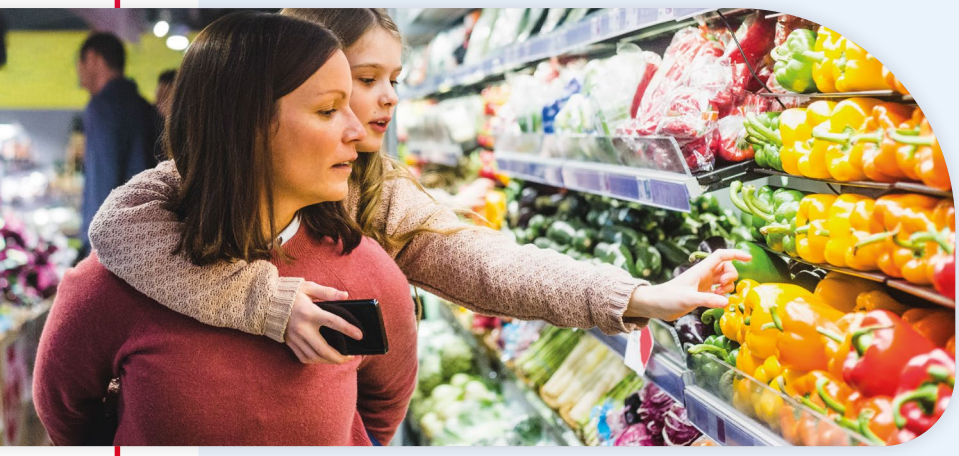
dans ce cadre.
À la M2PF, nous sommes spécialisés dans le recueil de la parole des victimes, qu'il s'agisse d'enfants, d'adultes protégés par la loi (sous tutelle ou curatelle) ou de personnes porteuses de handicap. La collaboration entre juristes et psychologues est essentielle dans ce travail. Nos locaux sont conçus pour être accueillants, loin de l'image traditionnelle que l'on peut se faire d'une gendarmerie.
À l'accueil de la M2PF, il y a une porte illuminée, que nous appelons la porte magique, pour guider les victimes. En effet, notre unité s'appelle «maison», et nous avons délibérément abandonné le terme de brigade.
Nous avons une salle d'accueil où nous faisons connaissance. Dans notre salle d'audition, nous avons placé deux fauteuils face à face. Nous n'y entrons que lorsque nous sommes prêts, c'est-à-dire après avoir fait connaissance. Une fois cette étape franchie, nous passons à la salle d'audition où chacun s'installe dans un fauteuil.
Les auditions pour les agressions sexuelles sont filmées conformément à la loi du 17 juin 1998. En revanche, les auditions pour les violences intrafamiliales ne le sont pas, mais cela ne change en rien notre méthodologie. Tous nos membres sont formés au recueil de la parole selon un protocole inspiré du Canada. Le gendarme derrière l'ordinateur transcrit en direct et in extenso les propos de l'enfant ainsi que ceux des membres de la M2PF.
Nous utilisons divers outils de communication, tels que des nounours, des feuilles de papier, des crayons et un tableau blanc, qui sont des moyens d'expression pour les émotions. Nous avons également un pot contenant des lettres de l'alphabet. Ces lettres peuvent sembler anodines, mais elles sont essentielles lorsque nous travaillons avec des enfants en cas de suspicion de violences intrafamiliales, notamment d'agressions sexuelles incestueuses. Il est crucial pour le magistrat de pouvoir qualifier l'infraction, de savoir si les agressions se sont déroulées par-dessus les vêtements, s'il s'agit d'attouchements ou d'un acte de pénétration.
Le langage n'est pas le moyen d'expression privilégié des jeunes enfants. Ils peuvent s'exprimer à travers d'autres outils, comme le jeu des lettres. Tout cela est filmé, ce qui est crucial lors du procès en défense notamment.

Edenred

Des solutions au service du bien-être de vos bénéficaires

Edenred Ticket Service

Garantissez une meilleure attribution des aides





- Vos distributions simplifiées et l'efficacité des aides distribuées mesurées.
- Un besoin ciblé avec un accès à une ou plusieurs de 7 catégories d'utilisation : alimentation/ hygiène, énergie, etc.

Alimentation • Motivation • Solidarité

Ticket Restaurant® | Kadéos
Ticket CESU | Ticket Service

EDENRED FRANCE, S.A.S au capital de 464.966.992 € dont le siège social est situé 166-180, boulevard Gabriel Péri, 92240 Malakoff – 393 365 135 R.C.S. Nanterre – TVA Intra Communautaire : FR 13 393 365 135 - n° d'immatriculation au registre des opérateurs de voyages et séjours : IM092230015 - Assurance RCP : Generali Iard, 2 rue Pillet-Will, 75009 Paris - Garant : APST, 15 avenue Carnot, 75017 Paris. Les marques mentionnées sur ce document sont enregistrées et propriété de EDENRED S.E. ou des sociétés de son groupe. Crédit Photos : Getty Images. 06/2024



DISCOURS DE CLÔTURE

RETROUVEZ LA CONFÉRENCE EN PODCAST

Isabelle VATINEL
Présidente de l'ACTAS

Nos 47es rencontres s'achèvent et resteront, comme les précédentes dans nos mémoires. LA MÉMOIRE… en ces temps « obscurs » doit nous guider, nous unir et nous rassembler.

Merci à toutes et tous, merci Anne Sophie et toutes celles et ceux qui ont participé au groupe de travail préparatoire de ces Rencontres. Merci Laurent.

Les très prochaines semaines vont être complexes, interrogatives, voir « anxiogènes » pour nos territoires.

Ne LACHEZ pas, OSEZ et RESTEZ ce que vous êtes, ce que nous sommes, des « équilibristes » et des « humains » tout simplement.

Nos rencontres sont le fruit d'un travail collectif qui fait la force de notre réseau. Elles sont SINCÈRES et VRAIES.

Demain… sera un autre jour et contrairement à notre vue sur la dune hier soir, l'horizon est troublé…

Néanmoins, il nous faut rester debout pour ceux qui ont besoin de nous, qui souffrent, qui doutent, sont perdus ou n'ont plus rien à attendre.

Lorsque l'avenir du social est remis en question (car oui on peut avoir ce sentiment), ce sont nos principes et nos valeurs qui doivent présider.

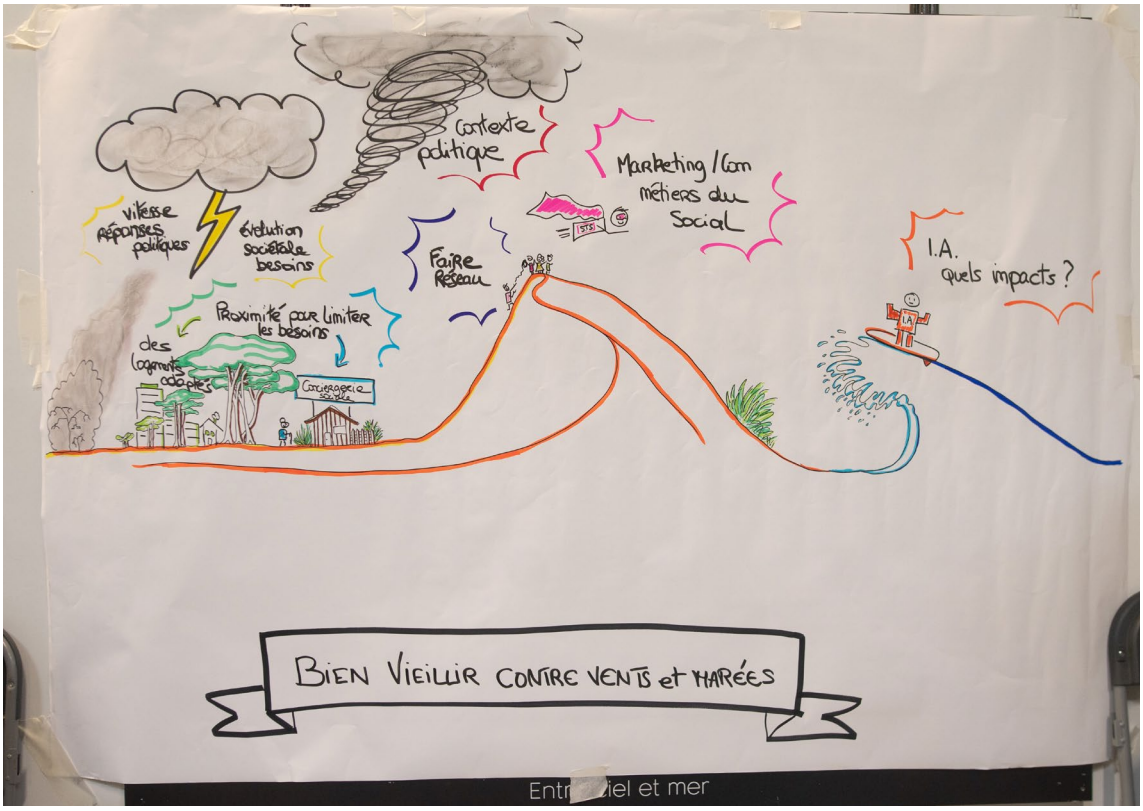
L'AUTHENTICITÉ est une part de l'âme la plus sûre. Donc ne nous éloignons pas de ces grands et chers principes de la FPT.

Je conclurai mes propos par la phrase que m'a adressé pour vous notre cher Gérard GUIÈZE « L'avenir ne peut jamais être promis, mais il est toujours possible. En attendant, amis, laissez-moi vous voir comme des tableaux en vous mettant sous la lumière des beaux jours passés et à venir ».

Merci à vous, merci l'ACTAS, bon retour et à très vite l'année prochaine.



Isabelle VATINEL et Laurent CACCIATORE, Directeur du CCAS de la Teste-de-Buch



Illustrations par Natacha GARAY, Chargée de mission UDCCAS 33

MERCI À NOS PARTENAIRES ET EXPOSANTS












millésime
Offrez plus de services numériques à vos administrés
arche
millésime
millésime




picto access
La solution numérique au service de


acceo
+ de 50 000 établissements


LA POSTE

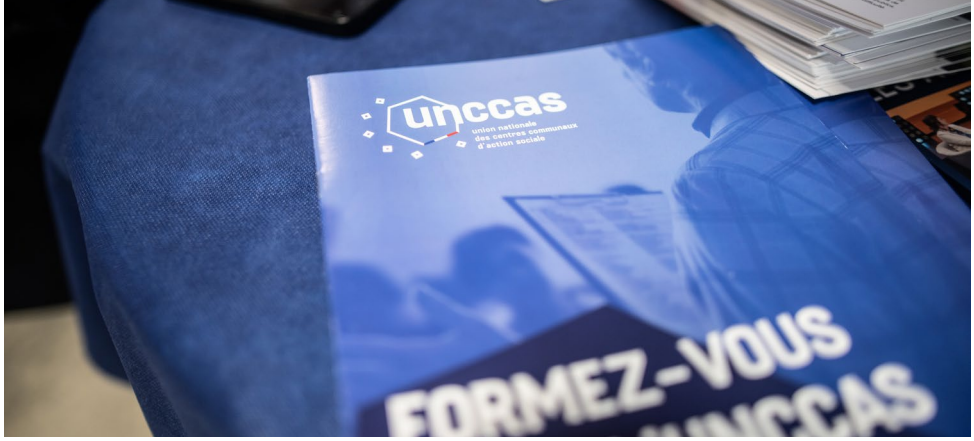

Ticket Service Edenred
Au plus près des besoins
Alimentation / Hygiène
Habitat
Énergie
Habillement


Upcohésia
ET SI VOUS MODERNISIEZ LE VERSEMENT DE VOS AIDES SOCIALES ?
La solution de paiement qui s'adapte à tous les dispositifs d'aide
LA RÉPONSE À VOS ENJEUX
SIMPLIFIER ET SÉCURISER
OPTIMISER
SIMPLIFIER


GroupeSOS
Seniors
Relever le défi du grand âge
Accompagner
Stimuler
Partager
Vivre ensemble


Mutame
& PLUS
À vos côtés depuis 1962
La mutuelle
territoriale
communale
individuelle
obligatoire
45 000
1500
SANTÉ
PRÉVOYA
les agents territoriaux
les mairies
les salariés
les offices de tourisme
les particuliers


Jérôme Valentin-Léautaud
THÉRAPIE
CONSULTING
COACHING
FORMATION
Accompagnements individuels et collectifs
au Cabinet · en visio · en déplacement
Tel. 07.56.94.97.47.
contact@cabinet-jvl.fr
cabinet-jvl.fr
Partenaire
actas
L'art de vivre est un art de navigation difficile entre raison et passion, sagesse et folie, prose et poésie, avec toujours le risque de se pétrifier dans la raison ou de chavirer dans la folie.
– É. MORIN


unccas
union nationale des centres communaux d'action sociale
FORMEZ-VOUS


TAPAJ.org FRANCE
Programme d'insertion globale à seuils adaptés
POUR QUI ?
TAPAJ.org FRANCE
TRAVAIL
LE RÉSEAU TAPAJ


GMF
La Cordée
Hisser tous nos
Fédérer les emplo publics
LA CORDÉE
ACCÉLÉRAT
D'ÉGALITÉ
DES CHANC
Rejoignez-nous !
www.la-cordee.or


GROUPE SPQR
AUDACE & SOLIDITÉ
Conseil | Audit | Évaluation | Stratégie
Accompagnement | Management de transition
Un cabinet de conseil multi-spécialiste
EXPERTISE DELTA
EXPERTISES MÉTIERS
Finances
Modes de gestion et marchés publics - CITIA
Audit prévention des risques
Organisation et Ressources Humaines
EXPERTISES THÉMATIQUES


casden
BANQUE POPULAIRE
La banque coopérative de la Fonction publique
GAGNE TA PHRYGE
TENTEZ DE GAGNER UNE PHRYGE MASCOTTE DES JEUX OLYMPIQUES OU PARALYMPIQUES DE PARIS 2024
AGENTS DE LA FONCTION PUBLIQUE, PARTICIPEZ, DÈS AUJOURD'HUI, AU TIRAGE AU SORT DU JEU « GAGNE TA PHRYGE »
LES PHRYGES


PETITS FRÈRES DES PAUVRES
NON À L'ISOLEMENT DE NOS AÎNÉS

L'ACTAS REMERCIE SES PARTENAIRES

ET SES EXPOSANTS



Pour tout renseignement, inscriptions :
E-mail : rencontres@actas-asso.fr